

BIEN VENUE

**UNE EUROPE PLUS
FORTE GRÂCE AUX
MIGRANTS**

Expériences de Caritas pour
une Europe inclusive



Documenté et rédigé par Antonio Fantasia et Shannon Pfohman du secrétariat de Caritas Europa.

Ont contribué au présent rapport :

- Caritas Autriche:** Karin Abram
- Caritas Belgique:** Ariane Dewandre and Anne Dussart
- Caritas Bulgarie:** Angel Gyorev and Svetlana Gyorev
- Caritas Chypre:** Antoninos Hanadjias
- Caritas République tchèque:** Klara Boumova and Martina Tomanova
- Caritas France (Secours Catholique):** Lola Schulmann and Claire Sabah
- Caritas Allemagne:** Lisa Schüler and Verena Liessem
- Caritas Grèce:** Aglaia Konstantakopoulou and Maria Karoumbali
- Caritas Italie:** Oliviero Forti
- Caritas Lituanie:** Ilma Skuodiene
- Caritas Luxembourg:** Malik Hamouche and Marie Christine Wirion
- Caritas Pays-Bas (Cordaid):** Karlijn van Arkel
- Caritas Pologne:** Marta Walasik
- Caritas Portugal:** Filipa Abecasis
- Caritas Espagne:** Sergio Barciela, Estefania Chaves and Maria Segurado
- Caritas Suède:** George Joseph and Pieter Van Gylswyk
- Caritas Internationalis:** Olga Zhyvytsya

Corrigé par Ève Layton

Publié par Caritas Europa à Bruxelles en décembre 2016

Rue de la Charité 43, 1210 Bruxelles, Belgique

Les informations contenues dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la Commission européenne. Caritas Europa décline toute responsabilité quant à l'exactitude et au caractère complet des informations présentées dans cette publication. Caritas Europa rejette dès lors les plaintes et recours en responsabilité pour tout dommage ou préjudice découlant de l'usage d'informations fournies dans ce rapport, y compris lorsque celles-ci sont incomplètes ou incorrectes.



Cette publication a bénéficié du soutien financier du programme de l'Union européenne pour le changement social et l'innovation sociale (EaSI, 2014-2020). Pour en savoir plus, consulter : <http://ec.europa.eu/social/easi>

TABLE DES MATIÈRES

	AVANT-PROPOS	5
I	LA RÉALITÉ SUR LE TERRAIN : QUELS ASPECTS ENTRAVENT NOTRE CONCEPTION DE L'EUROPE ?	6
	— Les obstacles culturels – acceptation et interaction limitées au sein des communautés d'accueil	8
	— Les obstacles structurels – accès limité aux services et droits fondamentaux	10
	— Les obstacles socioéconomiques – accès limité aux ressources et à la participation	12
II	COMMENT CARITAS CONÇOIT-ELLE UNE EUROPE INCLUSIVE ?	14
III	EXPÉRIENCES PROMETTEUSES VENANT DU TERRAIN	24
	— Expériences visant à surmonter les obstacles culturels et à faciliter la pleine participation et la non-discrimination	26
	— Expériences visant à surmonter les obstacles structurels et à améliorer l'accès aux services et aux droits fondamentaux	30
	— Expériences visant à surmonter les obstacles socioéconomiques et à faciliter l'accès aux ressources et la participation	34
IV	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	38
	NOTE FINALE	42





Photo: Christophe Hargoues
Secours Catholique-Caritas France

Avant-propos

Caritas soutient les plus marginalisés et appuie depuis longtemps les populations migrantes et réfugiées vulnérables dans toute l'Europe. Elle fournit de l'aide d'urgence et humanitaire dans les pays d'origine et de transit. De même, elle offre des services aux migrants dans les pays européens d'accueil, notamment des conseils juridiques, de l'assistance linguistique et au niveau du logement, de l'orientation et un soutien psychosocial. Caritas accompagne aussi le parcours de formation et d'emploi des migrants et fournit un appui au regroupement familial ainsi que d'autres aides à l'intégration à long terme et services d'appui.

Au cours des dernières années, confrontées aux difficultés économiques, les politiques publiques ont généralement pratiqué l'austérité. Elles ont de la sorte limité la fourniture de services et les mesures d'intégration alors que les municipalités et les acteurs locaux se heurtaient à de plus grands défis pour répondre adéquatement aux besoins de leurs communautés. Étant donné que l'intégration se produit généralement sur le plan local, cette réalité a posé de nombreux défis à ce niveau, principalement parce que certains responsables politiques ont brandi l'argument économique pour justifier l'absence de réponse aux besoins de leurs résidents vulnérables.

Cette situation a pris de l'ampleur et s'est intensifiée suite à l'arrivée de milliers de nouveaux migrants en Europe à l'été 2015. Pour Caritas Europa, une Europe inclusive présuppose que l'intégration des migrants repose sur le dialogue et sur le partage des droits et des responsabilités. Nous devons renforcer l'approche centrée sur l'accueil dans nos sociétés et créer de plus en plus d'espaces de rencontre et de dialogue.

En réponse aux besoins et à la vulnérabilité évidente des migrants et des réfugiés en Europe, Caritas intervient généralement pour fournir des services réellement indispensables. Les gouvernements s'appuient souvent sur des organisations caritatives et des ONG qui, pour combler les lacunes, interviennent au travers de projets. Néanmoins, l'examen, la conception et la mise en œuvre des politiques et des plans nationaux d'intégration, la promotion de sociétés inclusives et la prise en compte de cette question restent un défi auquel nos gouvernements doivent apporter une réponse. Caritas et d'autres ONG n'ont pas pour vocation

de les remplacer, mais plutôt de les compléter. Cela est particulièrement important, car les processus d'intégration réussie nécessitent des réseaux dynamiques qui impliquent de nombreux acteurs à différents niveaux. Et telle est précisément la vraie valeur de Caritas : sa capacité à établir des relations de confiance avec ceux et celles qui sont dans le besoin et cela, en collaboration avec la communauté au niveau local et avec les principaux intervenants.

Cette publication vise donc à mettre en valeur quelques expériences menées par Caritas, le plus souvent en collaboration avec d'autres acteurs. Alors que certaines offrent une approche novatrice, d'autres comblent tout simplement une lacune et un besoin dans des pays où les pratiques prometteuses d'intégration sont rares. Cette publication met en évidence certains obstacles auxquels se heurtent les migrants au cours du processus d'intégration. De surcroît, elle partage aussi quelques expériences qui ont permis à Caritas de tisser des relations de confiance et de garantir le progrès à la fois des migrants et des sociétés d'accueil. Les migrants sont confrontés à de nombreux défis pour réaliser leur plein potentiel dans le contexte européen. Partant, Caritas cherche à combler le fossé face à la multitude d'obstacles observés et vécus sur le terrain. Elle propose des idées aux décideurs politiques et aux praticiens quant à la façon de créer un environnement qui favorise la participation inclusive et habilite les migrants et les communautés d'accueil à travailler ensemble à la cohésion dans nos sociétés.

Axée sur des solutions, cette publication fournit également un aperçu des différentes options de financement de l'intégration et des pratiques d'inclusion sociale. Elle apporte de même une orientation aux gouvernements, institutions et communautés des pays d'accueil, ainsi qu'aux migrants eux-mêmes dans la réalisation de cet objectif. En général, les expériences relatées dans cette publication montrent que le travail avec les migrants est tout aussi important que celui effectué aux côtés des communautés d'accueil pour changer la façon de voir et contribuer à une description positive et constructive des étrangers. Nombre de ces cas prouvent que beaucoup peut être fait, même avec des moyens limités. .



Jorge Nuño Mayer
Secrétaire général de Caritas Europa



LA RÉALITÉ SUR LE TERRAIN :
QUELS ASPECTS ENTRAVENT
NOTRE CONCEPTION DE
L'EUROPE ?

Pour Caritas, le migrant se définit comme étant «toute personne qui change de pays de résidence habituelle. Le pays de résidence habituelle est celui où vit la personne, c'est-à-dire le pays dans lequel il/elle a un endroit pour vivre et où il/elle passe normalement la période quotidienne de repos»¹. Cette définition englobe les immigrés, les réfugiés, les personnes bénéficiant de formes de protection subsidiaire, les demandeurs d'asile, ceux qui sont à la recherche d'autres modalités de protection, les migrants en situation irrégulière et les rapatriés².

Dans ses interactions quotidiennes avec les migrants, Caritas peut observer dans toute l'Europe les difficultés de leurs parcours d'intégration³ et d'inclusion sociale, et cela, malgré leurs efforts. D'une part, les migrants qui viennent d'arriver se heurtent immédiatement à des obstacles, y compris parfois sur le plan humanitaire. D'autre part, sur le long terme, ils sont confrontés à des freins culturels, structurels et économiques qui entravent leur capacité à participer pleinement au sein des communautés d'accueil.

Les migrants qui se retrouvent dans un pays inconnu et dans un nouveau contexte culturel et socioéconomique vont faire face à une multitude d'obstacles. En sus d'un sentiment de précarité et du manque de points de repère et de réseaux, ces barrières peuvent conduire à une perte de l'estime de soi, de leur capacité à agir de manière indépendante, ainsi qu'à un sens d'aliénation vis-à-vis du pays d'accueil.

Caritas a identifié certains des principaux obstacles à une intégration réussie. Ils sont liés aux aspects suivants : des niveaux élevés d'inégalité, la dis-

crimination, une jouissance limitée de leurs droits et la désautonomisation ressentie dans les sociétés d'accueil. Ceci est étroitement associé à la perception souvent négative des migrants par la communauté d'accueil. Par exemple, lorsque la communauté n'est pas inclusive, une atmosphère de peur allant de pair avec un manque de confiance et de solidarité prévaut. Des rumeurs et des préjugés couplés à de profonds ressentiments s'y propagent facilement. Cette situation est à son tour liée à la fragilité des économies des communautés d'accueil. Les expériences de Caritas indiquent que le leadership du pays a une forte incidence sur l'hostilité d'un environnement et sur la probabilité que le système de protection sociale soit inadéquat. La réflexion autour des solutions à l'intégration des migrants requiert d'attacher beaucoup d'attention aux différences entre les pays et à la façon dont les systèmes de protection sociale offrent (ou pas) un soutien aux personnes vulnérables.

La section suivante présente un aperçu de certains obstacles à l'intégration à long terme identifiés par Caritas. Ils sont répartis selon trois dimensions principales : les obstacles culturels, structurels et socioéconomiques. Il ne s'agit pas d'un classement rigide, mais plutôt d'un regroupement général visant à comprendre l'intégration en tant que processus global qui va au-delà d'un objectif purement économique. Ces trois dimensions sont fortement liées entre elles, tout comme le sont les actions qui devraient être planifiées et mises en œuvre afin de surmonter les obstacles décrits.



LES OBSTACLES CULTURELS

Acceptation et interaction limitées au sein des communautés d'accueil

L'expérience de Caritas démontre que les personnalités et stratégies d'adaptation des migrants sont des facteurs importants qui influent sur leur processus d'intégration. Pour qu'ils «se sentent intégrés», ils ont besoin de trouver un emploi, un logement, d'acquérir des compétences linguistiques et d'avoir une vie sociale à l'instar des ressortissants du pays concerné. Pourtant, les paradigmes politiques et culturels de la migration ont tendance à associer l'intégration à l'assimilation, plaçant ainsi la principale responsabilité dans le chef de la capacité du migrant à s'adapter à un nouveau contexte (par exemple, en adoptant les coutumes et valeurs culturelles de l'endroit)⁴. La coexistence multiculturelle est toutefois extrêmement difficile à développer lorsque la société d'accueil affiche de l'indifférence par rapport aux us, coutumes⁵ et valeur d'autrui.

Les barrières culturelles et religieuses peuvent être définies comme étant, d'une part, les obstacles qui empêchent les migrants de se sentir et d'agir comme s'ils faisaient intégralement partie de la société et, d'autre part, les facteurs qui s'opposent à l'acceptation et à la compréhension par les communautés d'accueil des différences culturelles avec les migrants. Dans les pays d'accueil, les institutions publiques et les acteurs de la société civile jouent un rôle essentiel pour créer des conditions de compréhension mutuelle et lutter contre les stéréotypes et la peur de l'inconnu, en particulier ceux qui prévalent dans les communautés d'accueil. La discrimination est un des freins les plus terribles à la pleine participation et intégration des migrants et de leurs enfants.

L'arrivée récente de migrants a posé un défi à l'Europe dans un contexte de stagnation économique, qui rend les valeurs européennes plus vulnérables et y alimente partout le populisme. En faisant fi des inquiétudes des communautés d'accueil par rapport à la migration, les décideurs politiques contribuent à aiguïser le problème. De nombreux partis politiques ont cherché à renforcer le consensus populaire en alimentant la peur des migrants. Ils ont souvent assimilé la migration au sein de la société d'accueil à l'idée d'une concurrence accrue autour d'emplois limités alors qu'en Europe grandit la crainte du terrorisme radical associé à divers courants religieux. Par la désinformation et l'accent sur les stéréotypes et les positions populistes contre les migrants, les médias de masse, les médias sociaux et les mouvements politiques jouent souvent à leur tour un rôle négatif. De la sorte, ils instaurent les dynamiques de division qui pousse les migrants en marge de la société.

Globalement, l'expérience de vie des migrants avant leur arrivée et leur capacité à contribuer à la société d'accueil sont souvent complètement négligées, ce qui constitue un risque. De cette manière, la subjectivité et l'origine culturelle du migrant sont mises de côté et censées être remplacées par des us et coutumes locaux. Une perception globale négative des migrants par la communauté d'accueil peut nourrir un climat de peur et de manque de confiance et de solidarité, tout en entraînant leur marginalisation et leur stigmatisation.

Par rapport à la crise économique, les pays d'accueil ne démontrent pas l'incidence positive que la migration peut avoir sur et pour leurs sociétés. Au contraire,



Photo : Stefanie Steindl
Caritas Autriche

ils laissent croire au public que les politiques d'intégration des migrants sont des services qui favorisent les migrants et qui, par conséquent, remplacent des mécanismes d'aide aux résidents locaux dans le besoin. Dès lors, les migrants sont souvent victimes d'un traitement hostile et discriminatoire. Ils sont en effet fréquemment «tenus responsables» des problèmes économiques de l'Europe et perçus comme une menace pour la société d'accueil. Caritas estime que ce clivage entre les intérêts économiques des migrants et ceux des ressortissants vulnérables du pays résulte de l'échec des politiques économiques et de la concurrence autour d'un soutien limité du gouvernement. La promotion de l'investissement social et l'élaboration de stratégies destinées à financer des systèmes de protection sociale inclusifs sont dès lors essentielles pour garantir des environnements cohésifs favorables à l'intégration des migrants.

Par ailleurs, au sein de l'Europe, on constate aussi un manque de dialogue interreligieux et de compréhension des différentes religions et visions du monde. Cela semble particulièrement évident par rapport à

l'Islam. Dans toute l'Europe, on observe une tendance à assimiler l'islam au terrorisme et au fondamentalisme extrémiste, plutôt qu'à une religion pratiquée pacifiquement par des millions de personnes à travers le monde. Le contact entre les migrants et les résidents n'est souvent pas acquis, ce qui offre peu de possibilités de déconstruction de la désinformation et des préjugés. Le manque d'opportunités de rencontre et de lieux où les communautés peuvent se retrouver, avoir des échanges interculturels et interreligieux et tenter de se comprendre mutuellement nuit au développement d'un dialogue entre les communautés et réseaux au niveau local. À son tour, cela contribue à la propagation facile d'un discours polémique. Dans le même temps, il est important que les gouvernements protègent leurs résidents et assurent la sécurité publique. Pour réduire la probabilité que des jeunes et des adultes désabusés rejoignent des groupes fondamentalistes, une des étapes essentielles pourrait consister à garantir et à favoriser l'inclusion sociale de tous et toutes en tant que besoin fondamental.

LES OBSTACLES STRUCTURELS

Accès limité aux services et droits fondamentaux

En sus des obstacles culturels et religieux, les migrants se heurtent à une multitude de barrières structurelles qui limitent leur capacité à s'insérer en toute légalité sur le marché du travail, à se constituer un capital de manière indépendante et à jouir en toute sécurité du droit de séjour. Les obstacles structurels peuvent être définis comme étant ceux qui empêchent les migrants d'accéder aux droits et services fondamentaux, tels que le logement, la santé et l'éducation, etc.

Sur base des expériences des travailleurs de Caritas, le premier obstacle, qui est aussi le plus commun, a trait à l'absence ou aux limites du statut juridique du migrant et, par conséquent, au manque de documents personnels (tels que le permis de séjour ou une pièce d'identité). Ces derniers sont généralement requis pour avoir accès à l'assurance santé, à l'éducation, à un emploi légal, aux services bancaires, au logement, à un abonnement téléphonique, aux cartes de bibliothèque, etc. Privés du droit de séjour, les migrants se heurtent à d'énormes obstacles structurels.

Certains pays criminalisent **les sans-papiers**, ce qui laisse nombre d'entre eux dans un vide juridique, sans accès au logement, aux soins de santé ou à d'autres services essentiels. En outre, certains pays criminalisent même ceux qui fournissent des services en réponse aux besoins de ces personnes vulnérables. L'expansion rapide de la production intensive de fruits et légumes frais dans le sud et le sud-ouest de l'Europe, associée à des quotas officiels d'emploi de travailleurs saisonniers, a conduit à l'afflux de nombreux travailleurs agricoles saisonniers en Europe par des voies illégales. Les sans-papiers⁶ sont des proies faciles et souvent exploitées. Ils ne jouissent d'aucune forme de reconnaissance ou de protection, ni des droits humains fondamentaux. Craignant la déportation, ces migrants sont souvent victimes de chantage et sont contraints de vivre et de travailler dans des conditions inhumaines.

Les enfants non accompagnés⁷, qui sont particulièrement exposés aux risques d'abus et d'exploitation⁸, sont aussi susceptibles de vivre dans les conditions inhumaines liées à leur statut juridique. À leur arrivée, certains de ces enfants sont placés en détention en raison de leur statut migratoire. Pour être protégés contre tout abus, il leur faut un hébergement et des services spécifiques. Souvent, le regroupement avec les membres de leur famille déjà présents en Europe est rejeté. De nombreux mineurs ont enduré de terribles expériences – guerre et violence, y compris sexuelle – et ont besoin de soutien post-traumatique, d'appui juridique et d'orientation pour accéder à des informations et voir leurs droits respectés⁹.



Photo : Stefanie Steindl
Caritas Autriche

La plupart des services des pays où le système de protection sociale est fondé sur la résidence sont inaccessibles aux personnes dépourvues de permis de séjour ou d'adresse permanente¹⁰. En l'absence de statut juridique et de domicile enregistré, il est souvent impossible d'ouvrir un compte bancaire. Dans certains cas, un migrant peut avoir un statut juridique et être en mesure d'ouvrir un compte bancaire. Mais lorsque ce statut leur est soustrait pour une raison quelconque, le gouvernement peut obliger la banque à geler tous les avoirs et à interdire l'accès au compte.

Quant au logement, un certain nombre d'obstacles entravent l'obtention par les migrants d'un logement sûr et abordable, que ce soit la barrière linguistique, des limites à la participation à des structures consultatives dans ce domaine, l'absence de contrat de travail ou de preuves de revenus suffisants, ainsi que des pratiques discriminatoires de la part des bailleurs. Lorsque des logements sociaux sont éventuellement obtenus, ces obstacles peuvent inclure un manque de familiarité avec le système, la disponibilité limitée de logements sociaux, une forte concurrence et de longues listes d'attente, le manque de respect pour des besoins spécifiques, des conditions de location excessives et impossibles à remplir, la ségrégation sociale et la concentration dans des quartiers défavorisés et à faibles revenus. Dans certains endroits, les logements surpeuplés et insalubres sont devenus la norme pour les migrants, tandis qu'ailleurs, ces obstacles font courir le risque de se retrouver dans la rue et, de fait, d'être (de devenir) des sans-abri.

Les régimes de soins de santé spécifiques ciblant les migrants font souvent défaut dans les pays d'accueil. Il s'agit de services qui couvriraient tout, des premiers

tests de dépistage urgent jusqu'au soutien à des personnes ayant vécu des traumatismes en zone de guerre ou toute autre forme d'exploitation. De même, les soins de santé adaptés à l'âge de mineurs non accompagnés et spécifiques aux femmes manquent généralement. C'est d'autant plus inquiétant que les mineurs et les femmes figurent parmi les groupes de migrants les plus vulnérables. Beaucoup ont été victimes de violences, de trafic et de torture ou ont vécu des traumatismes associés aux périlleux chemins de la migration. Par conséquent, le besoin de soutien et d'orientation psychologique et physique, professionnelle, spécifique et adaptée se fait cruellement ressentir. Les soins de santé fournis ne prennent pas toujours en considération les pratiques et origines culturelles des migrants, pourtant essentiels pour renforcer la résilience des patients. De surcroît, un accès restreint aux soins de santé limite clairement le bien-être des migrants et leur capacité à prendre soin d'eux-mêmes et leur famille.

En matière d'accès à l'éducation, peu de systèmes scolaires mènent des évaluations professionnelles sur ce que les enfants migrants ont appris à l'étranger. En outre, «les élèves migrants reçoivent rarement un soutien supplémentaire permettant d'accéder à l'école maternelle, à la formation professionnelle et à l'enseignement supérieur ou d'empêcher tout décrochage»¹¹. Dans certains pays, l'accès à l'enseignement traditionnel est limité en fonction de l'âge et de la trajectoire migratoire. Par exemple, des réfugiés arrivant après avoir subi de multiples expériences traumatisantes et ayant plus de 16 ans ne peuvent généralement pas accéder au système scolaire classique. De fait, on présuppose qu'ils ne seront pas assez rapidement en mesure d'apprendre la langue de la société d'accueil et de surmonter leur traumatisme¹².

LES OBSTACLES SOCIOÉCONOMIQUES

Accès limité aux ressources et à la participation



Photo: Isabel Corthier
Caritas Belgique

En toute hypothèse, les barrières socioéconomiques pourraient être classées avec les obstacles structurels. Mais le fait est que les questions d'emploi et de participation sociale méritent une attention particulière. Cela résulte en partie de l'accent des gouvernements et de leur tendance à associer systématiquement les succès socioéconomiques des migrants à une intégration réussie. Même si les États insistent sur leur accès au marché du travail et sur leur mobilité économique, les migrants se heurtent à des obstacles multiples en matière d'emploi et de participation sociale.

La législation du travail et les attitudes restrictives freinent très rapidement leur insertion sur le marché du travail. Les obstacles bureaucratiques et les coûts élevés de reconnaissance des qualifications acquises, des formations et des compétences exacerbent davantage ce problème. Les réfugiés savent que l'intégration au marché du travail prend aussi plus de temps¹³. Contrairement aux réfugiés, les demandeurs d'asile obtiennent rarement une autorisation pour travailler dès leur arrivée dans le pays de destination. Dans la plupart des cas, pour pouvoir s'insérer sur le marché de l'emploi, ils sont tenus d'attendre la décision finale concernant leur demande ou la fin d'une certaine période. Ainsi, les restrictions placées à l'accès aux réfugiés et demandeurs d'asile au marché du travail peuvent les contraindre à accepter un emploi dans des conditions non réglementées, dangereuses, dégradantes et abusives, ce qui peut par la suite les exposer à d'autres risques, y compris l'exploitation sexuelle et la traite des êtres humains. Celles-ci touchent souvent les femmes et les filles — sans qu'elles n'aient commis de faute —. Les restrictions à un accès rapide des demandeurs d'asile au marché de l'emploi peuvent également s'avérer coûteuses pour les sociétés d'accueil, non seulement parce qu'elles se privent ainsi d'un réservoir considérable de potentiel et de ressources humaines, mais aussi en raison de l'obligation qu'a l'État de leur fournir en retour des aides et un soutien.

L'obtention d'un travail ne garantit pas nécessairement l'intégration des migrants. Les migrants présentent des taux d'occupation inférieurs à ceux des résidents (53 % contre 65 %) et risquent davantage de sombrer dans la pauvreté et l'exclusion sociale (49 contre 22 %)¹⁴. Les migrants acceptent souvent des postes qui ne correspondent pas à leurs qualifications, perçoivent des salaires inférieurs à ceux des résidents et sont moins susceptibles de mobilité professionnelle. La surqualification des migrants étrangers instruits est

deux fois plus élevée que celle de la communauté d'accueil. Beaucoup ont des contrats précaires et leurs conditions de travail frôlent l'exploitation.

Par exemple, les femmes migrantes sont vulnérables à plusieurs types de discrimination et luttent pour accéder à des emplois bien rémunérés. Le taux d'emploi ventilé par sexe des résidents présente un grand écart par rapport à celui des migrants¹⁵. En dépit des diplômes plus élevés obtenus dans leur pays d'origine, beaucoup de femmes migrantes sont confinées dans la sphère domestique. L'accès à des cours de langues, à la formation professionnelle, à l'éducation, aux soins de santé et, au besoin, à un soutien psychosocial peut également s'avérer compliqué, surtout pour les mères célibataires ou celles sur qui repose la charge principale de la famille. On s'attend à ce qu'elles s'occupent de leurs jeunes enfants. De surcroît, le coût élevé de la garde d'enfants ou de l'école maternelle peut aussi empêcher leur accès au marché du travail.

De plus, l'emploi ne garantit pas automatiquement la participation sociale ni l'engagement citoyen des migrants. Il y a très peu d'endroits, même au niveau local, qui les impliquent dans la prise de décision. S'ils ne sont pas ressortissants, ils ont rarement le droit de vote. Dans certains pays européens, les enfants de migrants ne peuvent acquérir la nationalité qu'après plusieurs années de résidence légale et, dans certains cas, seulement après avoir eu un premier emploi. L'absence (temporaire) de citoyenneté et les restrictions en matière de droits politiques ne devraient pas empêcher leur participation au sein de différents forums ou associations ni d'être des citoyens actifs dans le pays d'accueil. Cependant, les associations de migrants sont souvent faibles et incapables de représenter leurs communautés. D'autres organisations opérant dans le domaine de la migration et de l'inclusion sociale, notamment les ONG, les organisations confessionnelles et les syndicats, interviennent souvent pour rendre les migrants autonomes en matière de défense de leurs droits et promouvoir leur représentation politique. Ces obstacles les empêchent généralement de tisser des liens sociaux, de profiter de ces relations et de participer et appartenir à des réseaux, des organisations et des clubs pourtant si essentiels¹⁶.

Après cet aperçu des obstacles à l'intégration, la section suivante explique comment Caritas conçoit une Europe inclusive et les conditions préalables à l'intégration réussie.



COMMENT CARITAS
CONÇOIT-ELLE UNE
EUROPE INCLUSIVE ?

Pour Caritas, une Europe inclusive¹⁷ présuppose un environnement accueillant où tous bénéficient d'un accès aux biens et services sur un pied d'égalité. Dans une Europe inclusive, chacun a la possibilité et est même encouragé à participer au sein de sa communauté et de sa société¹⁸. De plus, sa contribution à la vie sociale et culturelle est également reconnue et valorisée. Cela signifie que toute forme de discrimination est combattue et que ceux qui sont marginalisés ou vivent dans la pauvreté sont habilités à être actifs dans les processus de prise de décisions qui touchent leur vie. En outre, des structures adéquates doivent être mises en place pour garantir la dignité humaine et l'amélioration du niveau de vie et du bien-être global de chaque personne.

Dans une Europe inclusive, chacun doit pouvoir vivre dans un cadre de paix, de liberté et de solidarité. Les droits humains et sociaux y sont pleinement respectés et chaque personne, famille et communauté doit être en mesure de progresser. L'Europe défend une communauté de valeurs axées sur un profond respect de la diversité. Chacun vit et interagit dans un esprit de service mutuel¹⁹ et de confiance, en construisant la maison commune qu'est l'Europe, celle qui tourne autour de la sacralité de la personne humaine dont elle se soucie, qui défend et protège chaque être humain²⁰. Au sein de l'Europe prévalent une profonde compréhension et une solide pratique de la cohésion sociale et de la solidarité entre le nord et le sud, l'est et l'ouest.

Une Europe inclusive écoute et entend la voix des pauvres. Elle reconnaît les organisations qui défendent leurs intérêts et garantit qu'elles ne seront pas criminalisées. Une Europe inclusive favorise une société civile forte et pleinement participative en dialoguant de manière officielle avec l'État et l'économie. Dans un œcuménisme chrétien renouvelé et dans le dialogue avec les autres religions, les Églises en Europe — et, partant, Caritas — aiment, servent et accompagnent la société en jetant les ponts pour la rencontre et le dialogue entre toutes les personnes de bonne volonté.

Cette compréhension d'une Europe inclusive doit être le point de départ de toute discussion sur l'intégration des migrants et des réfugiés.

Pour Caritas, l'intégration est et doit être comprise comme un processus «dynamique et multidirectionnelle par lequel les nouveaux arrivants et les commu-

nautés d'accueil travaillent délibérément ensemble, sur la base d'un engagement commun pour la tolérance et la justice, afin de mettre en place une société sûre, accueillante, dynamique et cohérente»²¹. Elle doit tenir compte du besoin de trouver un équilibre entre les devoirs et les responsabilités respectifs des migrants et de la communauté d'accueil. Dans son discours au Parlement européen, le pape François a signalé que :

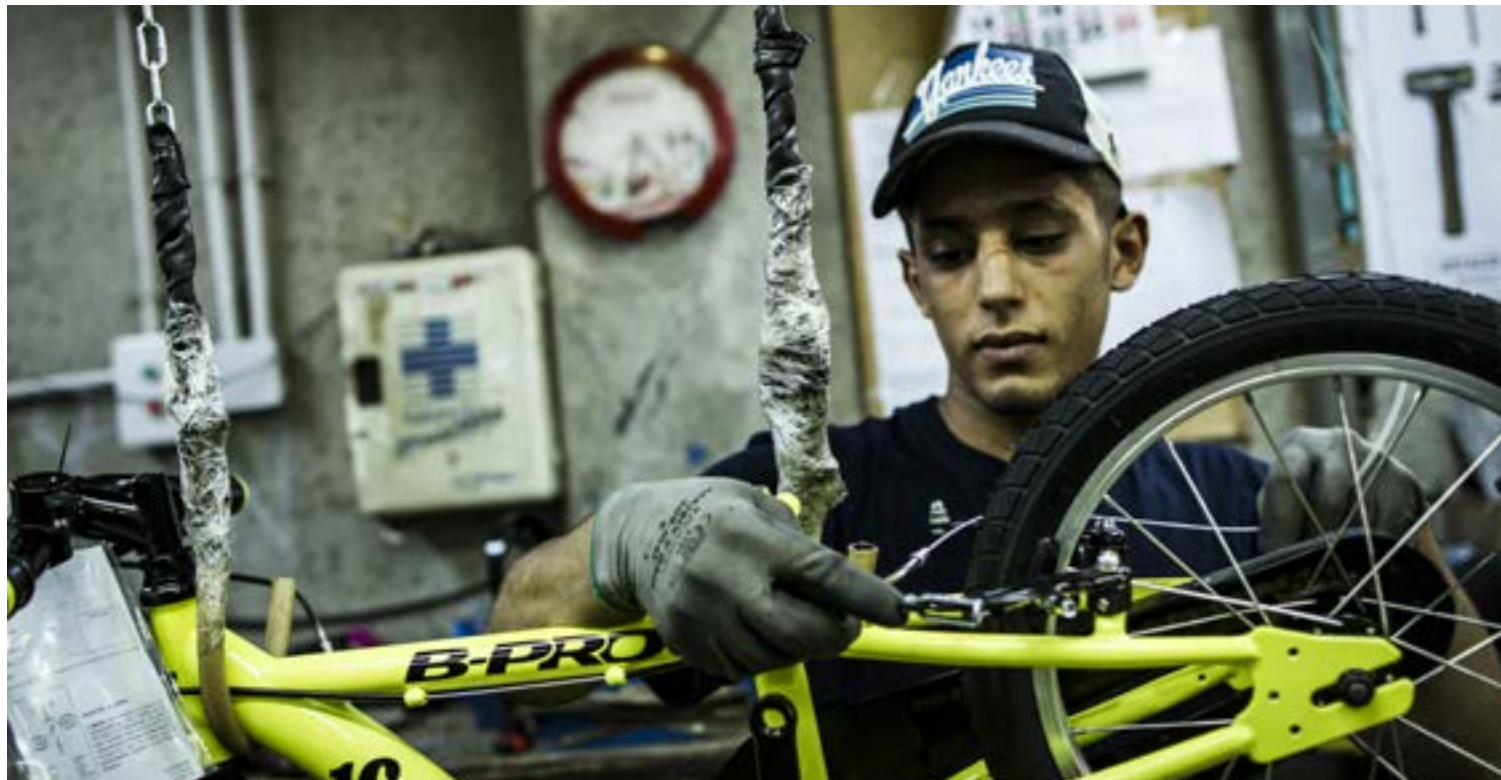
«Je souhaite donc rappeler ma conviction que l'Europe, aidée par son grand patrimoine culturel et religieux, a les instruments pour défendre la centralité de la personne humaine et pour trouver le juste équilibre entre le double devoir moral de protéger les droits de ses propres citoyens, et celui de garantir l'assistance et l'accueil des migrants.»²²

Pour Caritas, l'intégration se fait donc dans toute la structure sociale de la société et implique la réciprocité, ainsi que le partage des droits et des responsabilités²³. Par définition, elle doit «refléter le fait que ce sont plusieurs acteurs, et non un groupe en particulier, qui en sont responsables — à savoir, pour n'en citer que quelques-uns, les migrants eux-mêmes, ainsi que le gouvernement, les institutions et les communautés du pays d'accueil»²⁴. L'intégration des migrants en Europe doit donc reposer sur le dialogue et le partage des droits et responsabilités tout en garantissant la pleine participation et l'inclusion de tous dans la société : tant des migrants que des ressortissants nationaux. Dans son discours au Parlement européen en janvier 2016, le pape François a poursuivi en signalant que :

«Par conséquent, je considère qu'il est plus que jamais vital d'approfondir aujourd'hui une culture des droits humains qui puisse sagement relier la dimension individuelle, ou mieux, personnelle, à celle de bien commun, de ce «nous tous» formé d'individus, de familles et de groupes intermédiaires qui s'unissent en communauté sociale²⁵. En effet, si le droit de chacun n'est pas harmonieusement ordonné au bien plus grand, il finit par se concevoir comme sans limites et, par conséquent, devenir source de conflits et de violences.»²⁶

Une société cohésive et accueillante doit fournir aux migrants les moyens requis pour surmonter les défis et freins structurels, socioéconomiques et culturels à leur pleine participation et à leur intégration. De telles garanties seront bénéfiques tant pour les migrants que pour le bien commun, autrement dit la société dans





son ensemble. Par conséquent, les communautés d'accueil devraient s'assurer de l'accès des migrants aux ressources et services fondamentaux, tels que le logement, la santé, l'éducation et les opportunités d'emplois décents. En outre, des groupes particulièrement vulnérables, comme les ouvriers exploités, les femmes, les enfants et les mineurs non accompagnés, devraient également avoir accès à des services spécialisés, y compris à un soutien et à une orientation psychologique.

Plusieurs études démontrent que les contributions culturelles, économiques et sociales des migrants à leurs sociétés d'accueil sont positives et indispensables. La Commission européenne affirme que : «Ne pas exploiter pleinement le potentiel qu'offrent les ressortissants de pays tiers²⁷ au sein de l'UE représenterait un gaspillage massif de ressources, à la fois pour les individus concernés et plus généralement pour notre économie et notre société. Il existe un risque évident que la non-intégration finisse par coûter plus cher que l'investissement dans des politiques d'intégration»²⁸. Outre l'enrichissement de la culture nationale par d'autres valeurs et perspectives, la contribution des migrants vient des impôts qu'ils paient, des nouvelles entreprises qu'ils lancent et de la gamme de services qu'ils fournissent²⁹.

Une Europe inclusive est aussi une société qui est ouverte sur le monde et cela, dans un dialogue continu avec d'autres régions. L'Europe se soucie de notre village global commun et partage toute responsabilité envers ce monde. Elle est préparée

et réactive lors des crises humanitaires et elle contribue au développement durable des populations et des communautés ailleurs dans le monde en partenariat avec des acteurs locaux.

Caritas tient donc à souligner qu'une intégration réussie est peu probable si le poids de la responsabilité continue de reposer sur les migrants sans que les communautés d'accueil ne favorisent leurs pleine participation, autonomisation, et inclusion. Par conséquent, Caritas s'appuie sur une définition assez large de l'intégration, qui implique de nombreux acteurs : les migrants eux-mêmes, de même que les gouvernements, les institutions et les communautés des pays d'accueil. Cette compréhension est essentielle à un suivi des réussites en matière d'intégration et à des comparaisons entre les pays. En guise d'exemple, les politiques nationales d'intégration ne visent pas toutes les personnes venues de l'étranger (par ex. les réfugiés non reconnus officiellement). De même, tous les membres de groupes cibles n'ont peut-être pas migré de l'étranger (notamment la deuxième génération de certaines populations de migrants)³⁰. Par conséquent, la définition qu'un pays utilise pour élaborer une politique d'intégration influera sur son résultat.

Au vu de ces éléments et sur base de la vision de Caritas en matière d'intégration et d'inclusion en Europe, un certain nombre de clivages vis-à-vis des politiques de l'UE et des positions du Conseil de l'Europe persistent. Des améliorations restent donc absolument nécessaires. Ces tensions sont décrites dans le tableau comparatif annexé à cette publication.

Photo: Antonio Fantasia
Caritas Europa

TABLEAU DE COMPARAISON

	T	
1. LA DÉFINITION DE L'INTÉGRATION	E	
	N	2. FACTEURS ESSENTIELS À L'INTÉGRATION
3. L'ÉGALITÉ	S	4. LA MISE EN RÉSEAU
	I	
	O	5. LA PARTICIPATION
6. COMBATTRE LES STÉRÉOTYPES	N	
	S	



Position de Caritas Europa



Conseil de l'Europe. Les mesures et indicateurs d'intégration

www.coe.int/t/dg3/migration/archives/documentation/Series_Community_Relations/Measurement_indicators_integration_en.pdf



Communication de la Commission européenne, « Plan d'action sur l'intégration des ressortissants de pays tiers », juin 2016

ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/proposal-implementation-package/docs/20160607/communication_action_plan_integration_tbird-country_nationals_en.pdf

1. LA DÉFINITION DE L'INTÉGRATION

LES POSITIONS



L'intégration est un processus dynamique et multidirectionnel par le biais duquel les migrants, les gouvernements, les institutions et les communautés des pays d'accueil travaillent délibérément ensemble pour assurer plus de cohésion au sein de la société. La responsabilité de l'intégration repose sur de nombreux acteurs, et non sur un seul groupe spécifique.



«L'intégration (...) n'est pas une opération à sens unique, dont les migrants seuls doivent porter le fardeau, mais un processus social impliquant les deux parties en présence. Les opinions et les modèles comportementaux de la société d'accueil sont des facteurs déterminants d'intégration, parce qu'ils peuvent influencer considérablement les efforts d'insertion des migrants.» (p. 12)



«Promouvoir des sociétés accueillantes, diverses et inclusives est un processus qui repose sur l'implication des ressortissants des pays tiers et de la société d'accueil.» (p. 5)

«Ce processus d'intégration, dynamique et à double sens, signifie non seulement que l'on s'attend à ce que les ressortissants de pays tiers embrassent les valeurs fondamentales de l'Union européenne et qu'ils apprennent la langue du pays d'accueil, mais aussi qu'on leur offre de réelles possibilités de participation dans l'économie et dans la société de l'État membre où ils s'installent.» (p. 5)

LES TENSIONS

En pratique, l'intégration — telle que conçue dans le plan d'action de l'UE — n'est pas considérée comme un processus multidirectionnel impliquant de nombreux intervenants. Caritas Europa estime qu'il y a trop d'insistance sur le fait que les migrants sont les principaux acteurs en charge de l'intégration. L'approche est centrée sur leurs devoirs et, dans une moindre mesure, sur les responsabilités des sociétés d'accueil pour créer un cadre propice à l'inclusion et à l'intégration. Ce plan exige notamment davantage de la part des migrants que de la société d'accueil (qui n'est par exemple pas tenue de garantir leur accès à des cours de langue adéquats et abordables alors que l'on s'attend à ce qu'ils parlent la langue du pays). Une nette tension est palpable à ce niveau.

2. FACTEURS ESSENTIELS À L'INTÉGRATION

LES POSITIONS



Les conditions de base pour l'intégration sont : le respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine, l'autonomisation et la participation, de même que l'égalité des chances et un soutien ciblé. Il convient de soutenir les facteurs essentiels à l'intégration tels que l'accès à des services, l'éducation, des cours de langue, l'emploi, la participation politique, les réseaux sociaux et des possibilités de séjour permanent. Il y a lieu de garantir l'égalité des chances tout en bannissant toute pratique discriminatoire.



« L'intégration a été définie par le Conseil de l'Europe comme un cadre commun de protection juridique; une participation active à la société sur la base d'un niveau minimum de revenus, d'éducation et de logement; le libre choix des convictions politiques et religieuses, l'appartenance culturelle et sexuelle dans le cadre des libertés et droits démocratiques fondamentaux. » (p. 15)



« L'intégration devrait aller au-delà de la participation sur le marché du travail et de la maîtrise de la langue du pays d'accueil. Elle est plus efficace lorsqu'elle est ancrée dans ce que signifie la vie au sein de sociétés européennes diverses. » (p. 5)

« La promotion du dialogue interculturel, y compris du dialogue interreligieux entre des communautés confessionnelles, et du respect des droits de l'homme et des valeurs européennes est essentielle. » (p. 4)

LES TENSIONS

À notre avis, malgré ces intentions, les facteurs d'intégration du plan d'action de l'UE ne prennent pas dûment en considération ou ne mettent pas suffisamment en avant le milieu culturel des migrants. De fait, ce plan ne le présente pas comme un possible atout pour la société d'accueil. Il ne garantit pas non plus l'accès à des systèmes d'éducation, de santé et de protection sociale, indépendamment du statut juridique du migrant. En principe, le dialogue interreligieux, quant à lui, y est prévu. Pourtant, aucune action concrète n'est planifiée ni recommandée pour le traduire dans le document. De toute évidence, la séparation entre l'Église et l'État est essentielle. Cependant, pour garantir un environnement sécuritaire et accueillant à tous les résidents, il convient de mettre davantage l'accent sur la création d'espaces de compréhension interculturelle et de dialogue interreligieux.

3. L'ÉGALITÉ

LES POSITIONS



Toutes les politiques devraient contribuer à favoriser l'égalité en matière d'accès et de protection des droits sociaux, économiques et politiques de ses membres¹. Un cadre juridique pour la protection des droits individuels et l'égalité des chances pour tous et toutes est essentiel.



«L'égalité est définie comme la possibilité pour tous et toutes de jouir d'un même niveau de vie, fondé sur la même liberté de choix, y compris celle de préserver et développer son identité culturelle et religieuse.» (p. 15)



«La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne consacre plusieurs droits d'une importance cruciale au processus d'intégration, notamment la liberté d'expression et de religion et le droit à l'égalité et à la non-discrimination.» (p. 5)

«La Commission continuera de travailler avec le Parlement européen et le Conseil en vue de l'adoption de la directive contre la discrimination.» (p. 13)

LES TENSIONS

En 2008, la Commission européenne a proposé une directive visant à interdire toute discrimination fondée sur l'âge, le handicap, la religion, les convictions ou l'orientation sexuelle dans tous les domaines de compétence de l'UE. En 2009, le Parlement européen a entériné cette proposition, mais depuis lors, elle est restée au stade de la première lecture au Conseil européen. Actuellement, la législation de l'UE contre la discrimination existe uniquement en matière de protection contre la discrimination à l'égard des femmes et pour des motifs fondés sur la race et l'origine ethnique sur le marché du travail. En conséquence, nous affirmons qu'une législation plus complète de l'UE en matière d'égalité est d'une importance cruciale pour la sauvegarde et l'autonomisation tant des migrants que des citoyens du pays.

¹. Cela est inscrit dans le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels. <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>

4. LA MISE EN RÉSEAU

LES POSITIONS



Les gouvernements nationaux et locaux doivent travailler en partenariat avec les principaux intervenants à tous les niveaux pour élaborer des politiques appropriées et offrir des services efficaces.



« (...) l'effort d'intégration doit être fondé sur la collaboration entre groupes professionnels à travers les frontières administratives; l'effort d'intégration doit être fondé sur la participation des groupes d'immigrants eux-mêmes. » (p. 118)



« L'intégration des immigrants est une priorité politique qui doit être poursuivie dans tous les domaines de la politique, mais aussi à différents niveaux (UE, national, régional et local) et en faisant participer des acteurs non gouvernementaux (organisations de la société civile, notamment de la diaspora et des communautés de migrants, et organisations confessionnelles). » (p. 14)

LES TENSIONS

L'implication des organisations de la société civile, en tant qu'acteurs incontournables pour l'intégration, est reconnue. Cependant, nous soutenons qu'elle n'est pas suffisamment défendue, notamment eu égard à la fourniture de services et d'aide au développement de réseaux sociaux par les migrants. Par ailleurs, les gouvernements pourraient bénéficier de la promotion des activités locales, y compris, par exemple, des activités de sensibilisation à la diversité culturelle ou d'autres espaces publics favorisant les échanges entre les migrants et les citoyens.

5. LA PARTICIPATION

LES POSITIONS



«La participation est la clé de voûte de l'intégration — elles sont inséparables. Il ne peut y avoir d'intégration sans participation, ni de participation en l'absence de processus d'intégration. Dès lors, pour assurer une égalité de chances et la participation de tous les membres de la société, les gouvernements, les leaders d'opinion et la société civile en général ont tous besoin de politiques axées sur une approche centrée sur l'accueil. Il faut un cadre qui garantisse le développement humain intégral et l'autonomisation et qui permette l'accès de tous et toutes à des matériels et des ressources économiques, sociaux, culturels et physiques, y compris pour les migrants.»



«[...] la participation à la vie politique doit être prise en compte dans l'évaluation de l'intégration des migrants, car la vie politique fait partie intégrante de la vie des personnes. La participation à la vie politique, d'ailleurs, dépasse le cadre du droit de vote ou de l'éligibilité. Elle concerne le droit d'exprimer ses opinions et ses croyances; elle englobe également la création d'associations et l'appartenance à un parti politique.» (p. 9)

«Peut-on, par exemple, considérer comme un indicateur d'intégration valable la participation de migrants à des clubs, partis ou associations constitués majoritairement de non immigrés? La simple qualité de membre n'est pas un critère suffisant, car il n'est pas possible d'en conclure que l'adhésion a pour objet la promotion des intérêts des migrants, et non la poursuite des objectifs communs de l'association.» (p. 12)



«L'intégration ne concerne pas seulement l'apprentissage de la langue et l'obtention d'un logement ou d'un emploi. Elle a également trait au rôle actif joué dans la communauté locale, régionale et nationale, au développement et au maintien de contacts soutenus et véritables avec des personnes au travers d'activités socioculturelles et sportives ou même en s'engageant dans la vie politique.» (p. 12)

LES TENSIONS

La participation des migrants doit aller au-delà d'un simple engagement en politique ou d'une contribution économique au pays d'accueil. Comme indiqué dans le plan d'action de l'UE, elle a trait au rôle actif joué pour définir son propre destin et les circonstances, c-à-d. en reconnaissant sa capacité à prendre des décisions et à agir. Toutefois, pour que cette participation soit tout à fait possible, les politiques d'intégration doivent dépasser les clivages structurels.

6. COMBATTRE LES STÉRÉOTYPES

LES POSITIONS



Les histoires négatives sur la migration et sur les migrants nuisent à ces derniers, de même qu'à la cohésion de la société dans laquelle ils vivent. Il faut compter sur des alliés représentant plusieurs secteurs pour modifier cette image négative et présenter le côté positif de la migration et de ses multiples apports dans la société.

Il est essentiel de promouvoir des sociétés accueillantes et de développer en toute impartialité une image positive des nouveaux arrivants. Le langage utilisé, que ce soit par les médias, les décideurs politiques ou le voisin qui est au café du coin, doit être commun, amical et adéquat. Des alliés issus de secteurs divers peuvent aider à éviter toute ambiguïté, démagogie ou situation incitant au racisme, à la discrimination et à l'exploitation.



« (...) l'intégration juridique est une condition nécessaire à l'intégration sociale. En d'autres termes, la prolongation systématique de différences juridiques entre les ressortissants d'un État et les immigrés renforce la discrimination sociale de ces derniers. » (p. 28)



« Des politiques efficaces en matière d'intégration devraient inclure pleinement la lutte contre la discrimination, le racisme, la xénophobie et en particulier les propos motivés par la haine, de même que la promotion d'une approche positive par rapport à la diversité. Pour ce faire, elles auront recours à l'application des réglementations de l'UE et des législations nationales pertinentes, ainsi qu'à des mesures ciblées. » (p. 13)

LES TENSIONS

Récemment, des crispations se sont manifestées au sein des sociétés d'accueil. Elles reflètent des tensions entre les migrants et les citoyens autochtones. En raison de l'austérité et de la diminution des revenus, certains pays récepteurs font croire que les politiques d'intégration des migrants sont des services qui favorisent ces derniers et qui, par conséquent, remplacent des mécanismes d'aide aux résidents locaux dans le besoin. Dès lors, les migrants sont fréquemment victimes d'un traitement hostile et discriminatoire en étant tenus « responsables » des problèmes économiques de l'Europe et perçus comme une menace pour la société d'accueil. Il en résulte souvent une multiplication des comportements discriminatoires. Caritas Europa est d'avis que cette tension entre les intérêts économiques des migrants et ceux des résidents vulnérables semble être liée à la concurrence économique autour d'aides et de services publics limités. La promotion de l'investissement social et l'élaboration de stratégies destinées à financer des systèmes de protection sociale inclusifs sont dès lors essentielles pour garantir des environnements cohésifs favorables à l'intégration des migrants et contraires à la discrimination. Le Plan d'action de l'UE couvre de nombreux aspects permettant de lutter et d'éradiquer le racisme et la xénophobie. Toutefois, il prévoit très peu de mesures pour rendre les États responsables de l'éducation des migrants et de la formation des communautés d'accueil à la richesse multiculturelle et au besoin de cohésion sociale.



EXPÉRIENCES
PROMETTEUSES VENANT
DU TERRAIN



Photo : Elodie Perriot
Caritas France

En réponse aux obstacles décrits précédemment et compte tenu de la vision de Caritas par rapport à une Europe inclusive, la section qui suit présente quelques initiatives mises en œuvre par Caritas au niveau local et/ou national pour accompagner et soutenir le parcours d'intégration des migrants en Europe. Cette approche axée sur les solutions est élaborée dans la suite des barrières à l'intégration décrites précédemment. En tant que telle, elle présente des pratiques qui viennent clairement en réponse aux obstacles culturels, structurels et socioéconomiques.

De nombreux autres exemples d'expériences positives d'intégration existent en Europe. Nous avons tenté de sélectionner celles qui mettent surtout l'accent sur les groupes de migrants particulièrement

vulnérables, tout en présentant d'autres pratiques qui ont été développées en coopération avec des acteurs à plusieurs niveaux, notamment au sein de la société civile et des institutions publiques. Compte tenu de l'identité de Caritas, qui est une organisation confessionnelle, une partie des expériences présentées incluent des activités qui contribuent à surmonter les obstacles culturels et religieux en Europe. Il est important de s'attacher au contexte historique et aux différentes expériences de réception et d'accueil des migrants dans toute l'Europe. Alors que certaines expériences présentées ci-dessous offrent une approche novatrice, d'autres comblent tout simplement une lacune et sont nécessaires dans des pays comptant peu de pratiques positives d'intégration.



EXPÉRIENCES VISANT À SURMONTER LES OBSTACLES CULTURELS

et à faciliter la pleine participation et la non-discrimination

«J'ai cessé de me sentir coupable de mes préjugés et je fais tout pour les connaître et les déconstruire.»

Ana, 21 ans, étudiante d'Espagne.

COMBATTRE LES STÉRÉOTYPES

La stratégie : «Fais attention et ne sois pas coincé»

Caritas Biscaye, Espagne

Une expérience innovante

La stratégie : «Fais attention et ne sois pas coincé»

(Argi Ibili, No te Encalles) existe depuis 2012 et vise à combattre les stéréotypes à l'encontre des migrants. Elle prétend réfléchir sur le rôle que jouent les stéréotypes, les préjugés et les attitudes discriminatoires et à améliorer la compréhension quant à la manière de les incorporer inconsciemment dans la vie quotidienne. Parmi ses principales activités figurent des séances de sensibilisation et des formations ciblées pour les migrants et les résidents.

Plus-value : Cette initiative vise principalement la communauté d'accueil, sa prise de conscience et sensibilisation aux conséquences et/ou aux incohérences des préjugés. Sa valeur ajoutée est liée à l'implication des résidents et des migrants dans les initiatives de sensibilisation et à la possibilité de compter sur les structures capillaires de Caritas diocésaine sur tout le territoire.

Quelques données : En 2016, plus de 90 séances de sensibilisation ont été organisées, avec un total d'environ 600 participants.

Financement : En 2016, l'initiative a bénéficié de fonds publics (80 % venant des autorités locales) et les 20 % restants provenaient de fonds privés. Cette initia-

tive coûte moins de 25 000 euros par an.

Pour en savoir plus : caritabi@caritasbi.org

www.caritasbi.org/cas/que-hacemos/intervencion-social/cooperacion-internacional/argi-ibili-no-te-encalles/

LA PARTICIPATION DES JEUNES DANS LA LUTTE CONTRE LES STÉRÉOTYPES

Les laboratoires « Bienvenue à vous, les réfugiés »

Young Caritas Allemagne

Une expérience innovante

Les laboratoires « Bienvenue à vous, les réfugiés » ont débuté en 2015 à Bochum. Des jeunes, dont des réfugiés, se sont réunis pour échanger et mieux se connaître. En tant que plate-forme de jeunes bénévoles identifiés avec les objectifs caritatifs de notre organisation, Young Caritas Allemagne permet aux jeunes de venir en aide à des réfugiés de diverses manières. Dans la région avoisinant Essen et Cologne, notamment, des étudiants améliorent la mobilité des réfugiés en les conduisant. À Berlin, le programme « Culture buddy » (amis pour la culture) permet aux réfugiés de participer à la langue, à la culture et à la vie sociale. De plus, Young Caritas Allemagne fournit du matériel scolaire mettant l'accent sur les réfugiés. Il peut être commandé ou téléchargé gratuitement. Young Caritas Allemagne appartient également au réseau Young Caritas Eu-

rope, qui relie des jeunes de toute l'Europe venant en aide aux réfugiés.

Plus-value : Le projet diminue les préjugés contre les réfugiés, promeut une «culture de l'accueil» et connecte des jeunes désireux de donner une voix et un soutien aux réfugiés.

Date : Young Caritas est présent à 70 endroits dans toute l'Allemagne. Les jeunes participant aux initiatives de Young Caritas ont entre 13 et 27 ans. Le manuel «Bienvenue à vous, les réfugiés» en est à sa sixième édition, avec 53 000 exemplaires en circulation.

Financement : Il est financé à raison de 50 % par Caritas Allemagne et de 50 % par des fonds publics.

Pour en savoir plus : mail@youngcaritas.de
www.youngcaritas.de/gefluechtet

PROMOUVOIR LE DIALOGUE
Centre interculturel de Baraka
Caritas Salamanque, Espagne
Une expérience innovante

Le centre interculturel de Baraka a été créé en tant que lieu de rencontre pour favoriser des échanges et la reconnaissance de différents pays et cultures. En fonction des besoins, possibilités et capacités des participants, il fournit différents types d'appui par le biais de l'information, la formation, des cours de langue et une orientation socioprofessionnelle, ainsi qu'en tissant des liens sociaux.

Plus-value : Le centre favorise la participation des migrants et des résidents pour promouvoir et développer des activités permettant la coexistence de ces deux groupes dans un cadre de respect mutuel et de tolérance.

Quelques données : En 2015, plus de 300 personnes ont participé à ces initiatives interculturelles; 110 personnes, aux classes de langue; 140 personnes, aux différents ateliers, et 68 enfants aux activités d'appui à la formation et aux études, ainsi qu'aux loisirs. L'équipe du projet reçoit l'appui de deux membres du personnel et de 85 bénévoles, dont beaucoup sont des immigrés.

Financement : Ce centre fait partie d'un programme plus vaste sur la migration et l'intégration, dont 55 % sont financés par le ministère de la Santé et des Services sociaux. Les 45 % restants proviennent de Caritas diocésain de Salamanque.

Pour en savoir plus : immigrantes@caritasalamanca.org
www.caritasalamanca.org

LIEUX DE RENCONTRE ET DE COMPRÉHENSION
Centre de rencontre et d'action de Caritas
Caritas Göteborg, Suède
Une expérience innovante

Le Centre Caritas est géré par Caritas Angered/Caritas Hjalbo. Il a vu le jour en 1994 dans une banlieue de Göteborg majoritairement peuplée de migrants en tant qu'espace de réunion et de rencontre entre les migrants et les communautés d'accueil. Il fournit différents services grâce à la participation active des migrants, notamment une orientation psychosociale et juridique, des cours de langue, des programmes d'orientation culturelle et professionnelle, ainsi qu'une formation aux réfugiés, demandeurs d'asile et migrants. En outre, il fournit des espaces de rencontre spécifiquement pour les femmes. Il s'agit d'un endroit sûr et confortable qui leur est spécialement réservé, en particulier à celles qui sont issues de l'immigration.

Plus-value : Les activités du centre favorisent la création de liens sociaux et une compréhension mutuelle entre les migrants et les communautés d'accueil. Dans ce cas, les migrants sont rendus autonomes; ils trouvent des solutions pour eux-mêmes et participent activement à la vie de la communauté. Leurs actions sont conçues de telle sorte que l'ensemble de la communauté (les migrants et la communauté d'accueil) discute, analyse et trouve des solutions par rapport aux problèmes auxquels se heurtent les individus et la société.

Quelques données : Plus de 1200 hommes et femmes participent chaque semaine aux différentes activités.

Financement : Il provient essentiellement de fonds publics (autorités locales) et de dons de l'Église catholique et de Caritas Suède.

Pour en savoir plus : gun.bolmertz@telia.com
www.angered.org

LIEUX DE RENCONTRE ET DE COMPRÉHENSION

Vacances pour les familles de migrants Caritas Seine-Saint-Denis, France

Une expérience innovante

Cette initiative favorise les liens sociaux entre migrants et communautés d'accueil en organisant ensemble un séjour d'une semaine en Normandie. Certaines familles, connues des bénévoles de Caritas et relativement intégrées et autonomes, sont invitées à participer au programme. Ces familles font du camping et passent leurs vacances ensemble, ce qui leur permet d'interagir et d'apprendre les unes des autres. Leur composition varie. Dans certains cas, seuls les mères et les enfants participent pendant que les pères sont au travail.

Plus-value : Il est plus facile d'établir des liens sociaux pendant les vacances, les personnes étant alors plus détendues. Cette initiative fournit également un temps de répit aux familles migrantes, qui ne peuvent normalement pas se payer de vacances.

Date : 24 familles de migrants ont bénéficié de cette initiative. 25 % correspondaient à des sans-papiers.

Financement : Cette initiative est financée à 100 % par des fonds privés.

Pour en savoir plus :

seinesaintdenis@secours-catholique.org
www.secours-catholique.org

SOUTIEN AUX FEMMES ET AUX FILLES

Centre pour filles de Peppa Caritas Vienne, Autriche

Une expérience innovante

Le centre pour filles de Peppa, lancé en 2009, fournit un espace sûr et confortable réservé uniquement aux filles, en particulier à celles qui sont issues de l'immigration. En organisant des activités récréatives et éducatives (ateliers, excursions, activités culturelles),

Peppa cerne les besoins de leur parcours d'intégration dans une perspective de genre et crée des espaces spécifiques aux filles et aux jeunes femmes. Elles peuvent y analyser leurs propres trajectoires et développer davantage leur estime de soi.

Plus-value : Sa valeur ajoutée a trait à la création d'espaces sûrs où les filles sont libres d'être elles-mêmes. Elles peuvent s'essayer à de nouvelles activités, développer des compétences et discuter de sujets divers dans un endroit confortable. Le centre Peppa présente aussi l'avantage de travailler étroitement avec d'autres centres d'orientation, avec des écoles et des municipalités.

Quelques données : Chaque jour, entre 30 et 40 filles visitent le centre, d'où un total de 4 000 visites depuis son ouverture. Au cours des 9 premiers mois de 2016, 297 filles ont participé aux activités du centre Peppa. Environ 50 bénévoles sont impliqués dans le projet.

Financement : Le projet coûte 435 000 euros. Il reçoit des fonds du secteur public et de donateurs privés (entreprises et contributeurs individuels).

Pour en savoir plus : peppa@caritas-wien.at
www.peppa.at

LIEUX DE RENCONTRE ET DE COMPRÉHENSION

Atelier de cuisine Caritas Hauts-De-Seine, France

Une expérience innovante

L'atelier de cuisine a été mis en place en 2011. Son but est de promouvoir la socialisation dans la convivialité en échangeant des recettes et des trucs de cuisine. L'atelier est organisé une fois par semaine. Les migrants suggèrent un plat et les bénévoles les accompagnent à l'épicerie. Des bénévoles locaux préparent les apéritifs et le dessert pendant que les migrants se chargent du plat principal.

Plus-value : Grâce à ces activités culinaires, cette initiative favorise la rencontre entre les résidents et les migrants. En permettant aux résidents de goûter une cuisine différente, elle met en évidence une de leurs multiples contributions à la communauté d'accueil.



Photo : Elodie Perriot
Caritas France

Quelques données : Environ 250 ateliers ont été organisés et plus de 1 000 migrants et résidents y ont participé.

Financement : Cette initiative est financée à 100 % par des fonds privés. Elle coûte moins de 400 euros par an.

Pour en savoir plus :

[hautsdeseine@secours-catholique.org](mailto:bautsdeseine@secours-catholique.org)
www.secours-catholique.org

LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX

La compréhension mutuelle et le groupe de dialogue entre chrétiens et musulmans

Caritas Burgos, Espagne

Lacunes à combler

Un groupe appelé «Groupe de compréhension mutuelle et de dialogue entre chrétiens et musulmans» (Grupo de conocimiento y diálogo cristiano-musulmán) a été mis en place à Burgos en Espagne (où 16 % de la population totale est musulmane). Ce groupe composé de catholiques et de musulmans se réunit régulièrement pour favo-

riser le dialogue, approfondir la compréhension mutuelle et offrir un espace de discussion et de réflexion concernant ce qui est écrit sur l'Islam en Europe. Il organise des rencontres, visite des églises et des mosquées et réalise des activités de sensibilisation.

Plus-value : C'est l'une des très rares initiatives favorisant le dialogue interreligieux dans la région, ce qui contribue à créer des possibilités de compréhension mutuelle et d'échange. Dans un contexte majoritairement chrétien, une meilleure connaissance de la religion musulmane et la promotion du dialogue ont démontré qu'elles désarticulent des craintes et des stéréotypes très anciens.

Quelques données : 12 réunions interconfessionnelles sont organisées chaque année.

Financement : Cette initiative est financée à 100 % par des fonds privés et coûte moins de 2 000 euros par an.

Pour en savoir plus : burgosinmigra@gmail.com
www.archiburgos.es/organismos-diocesanos/pastoral-inmigrantes/

EXPÉRIENCES VISANT À SURMONTER LES OBSTACLES STRUCTURELS

et à améliorer l'accès aux services et aux droits fondamentaux

«Il semble qu'ici, les gens sont moins importants que les documents/papiers. Sans eux, je ne suis pas un être humain. Je travaille dur, mon employeur me fait du chantage et je vis constamment avec une terrible peur d'être arrêté et expulsé. Sans papiers, je n'existe pas non plus.»

Oumar, 32 ans, du Sénégal

LE LOGEMENT ET LA FORMATION POUR LES FEMMES

Un logement spécial pour les femmes et les mères demandeuses d'asile Caritas Louvranges, Belgique

Une expérience innovante

Ce projet offre un foyer à des femmes demandeuses d'asile en situation de vulnérabilité. Les femmes et leurs enfants sont hébergés dans un complexe de plusieurs unités de logement où ils vivent dans des appartements privatifs. Ils permettent d'avoir la chance de bénéficier d'un certain niveau de privacité, sécurité et responsabilité tout en étant proche d'une équipe multidisciplinaire qui, au besoin, intervient rapidement. Un vaste réseau de partenaires constitué d'avocats, de psychologues, de médecins, de policiers, d'institutions de jeunesse et de nombreux bénévoles permet d'offrir un accompagnement très personnalisé aux familles. Ce projet aide les femmes à retrouver leur confiance en soi et l'estime de soi, les habilite en étant autonomes. Des programmes de formation sont fournis sur place et à l'extérieur pour poursuivre ce processus (cours de gestion financière, de langue, de citoyenneté, etc.). Les femmes peuvent également suivre une formation professionnelle.

Plus-value : Cette initiative met l'accent sur les femmes vulnérables et les habilite progressivement à sortir de leur isolement et solitude, à re-

gagner leur confiance en soi et à développer des liens sociaux tout en étant autonomes.

Date : Depuis son lancement en 2010, il compte 21 appartements individuels ou familiaux pouvant accueillir 25 femmes et 45 enfants. En 2015, 27 familles et/ou femmes célibataires ont été accueillies à Louvranges. 75 % de ces familles et/ou femmes célibataires ont été reconnues comme réfugiées ou ont obtenu le statut conféré par la protection subsidiaire.

Financement : Le projet coûte 780 000 euros et il est financé par des fonds publics

Pour en savoir plus : infofr@caritasint.be
www.caritasinternational.be/fr/projects/asile-migration/louvranges-suivi-et-soutien/

UN LOGEMENT ET UN LIEU DE RENCONTRE

Programme « J'accueille un réfugié chez moi » Caritas Italie

Une expérience innovante

«J'accueille un réfugié chez moi» (ONU Rifugiato a Casa Mia) est un programme mis en œuvre dans toute l'Italie par le réseau diocésain de Caritas. Il offre la possibilité à des personnes et familles italiennes d'ouvrir leur maison et de partager leur vie avec des



Photo: Stephanie Steindl
Caritas Autriche

migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile à tour de rôle pendant 6 à 9 mois. Dans certains cas, les familles sont également accueillies et logées dans les paroisses. Le but du projet est double : d'une part, aider les migrants à acquérir une plus grande autonomie en vivant avec des familles de résidents et, d'autre part, offrir aux familles des communautés d'accueil la possibilité de profiter d'une expérience de solidarité et de partage culturel avec des personnes de différents pays.

Plus-value : La valeur ajoutée innovante de ce projet repose sur le rôle central de la famille, conçue non seulement physiquement via le partage de la maison, mais aussi en termes de relations, en tant que réseau favorable à l'inclusion des nouveaux arrivants.

Quelques données : Depuis 2013, environ 500 personnes (demandeurs d'asile et réfugiés) ont été reçues et hébergées dans des familles italiennes.

Financement : Le projet est entièrement financé par des fonds privés.

Pour en savoir plus : immigrazione@caritas.it
www.caritas.it

SOUTENIR LA TRANSITION VERS LE LOGEMENT ET L'AUTONOMIE

La transition vers l'autonomie de réfugiés vulnérables qui viennent d'obtenir un titre de séjour
Caritas Bruxelles, Liège et Anvers, Belgique
Lacunes à combler

Ce projet cible les réfugiés qui viennent d'obtenir le statut juridique de réfugié et qui devraient rencontrer des difficultés lors de la transition des structures d'accueil vers une vie autonome en raison de vulnérabilités spécifiques (handicap, grave souci de santé, problème psychosocial, analphabétisme, etc.). Ce projet vise à maximiser leurs chances de réussir la transition vers l'autonomie en offrant un hébergement temporaire dans des logements individuels (pour un maximum de six mois) avec un soutien social adapté à leurs besoins spécifiques et à leur vulnérabilité, y compris notamment le renforcement des capacités et la mise en place d'un réseau de professionnels et/ou de bénévoles autour de la famille ou de la personne. Les réfugiés sont également pris en charge dans la recherche d'un logement définitif sur le marché privé, pour l'ouverture des droits sociaux et l'accès aux services sociaux.

Plus-value : Les migrants sont à la fois habilités et protégés, ce qui prouve la valeur ajoutée de cette initiative. La transition harmonieuse et sûre vers un hébergement autonome et un logement privé constitue la première étape essentielle au parcours d'intégration de la personne.

Date : 160 migrants (environ 40 familles) peuvent être hébergés et accompagnés au cours d'une même période, avec un total, pour l'année, de 400 migrants (environ 100 familles).

Financement : Ce projet spécifique est financé à 100 % par des fonds publics. Cependant, des projets similaires de Caritas Belgique — mettant l'accent sur la transition vers un logement et l'autonomie pour de plus grands groupes cibles — sont couverts par des fonds privés.

Pour en savoir plus : infofr@caritasint.be
www.caritasinternational.be/fr/projects/asile-migration/integration/refugies-vulnerables/refugies-vulnerables-transition-vers-lautonomie/

UN SOUTIEN ET UNE ORIENTATION PSYCHOLOGIQUE

Projet « Blessures invisibles »

Caritas Rome, Italie

Lacunes à combler

« Blessures invisibles » (*ferite invisibili*) est un projet développé à Rome depuis 2005. Il vise à la réhabilitation physique et psychologique des migrants qui ont été victimes de violences, de tortures et de traumatismes résultant souvent de terribles expériences associées à des voies migratoires compliquées. Aujourd'hui, la majorité des patients viennent d'Afghanistan, du Mali et du Sénégal. Des professionnels tels que des psychothérapeutes, des psychiatres, des médiateurs culturels, des infirmiers, des travailleurs sociaux et des médecins sont impliqués. Le projet tente également de contribuer à la mise en place d'un réseau de services sociaux de soutien aux démarches juridiques, à l'information et à la formation.

Plus-value : Le projet comble une lacune au niveau des services publics de soins de santé. Il vise principalement la reconnaissance et la réponse à des tra-

umatismes vécus par les migrants, de même que les besoins en matière de soins de santé mentale connexes pour retrouver une certaine dignité et être en mesure de refaire des projets dans la vie.

Quelques données : Ce projet est venu en aide à 254 patients (204 hommes et 50 femmes) et 3 630 sessions de psychothérapie ont eu lieu. Il compte sept psychiatres/psychothérapeutes et dix médiateurs linguistiques culturels parlant : diola, malinké, wolof, bambara, igbo, français, anglais, amharique, arabe, dari, farsi et somali. D'autres professionnels bénévoles sont impliqués dans cette initiative.

Financement : L'initiative est financée par la Conférence épiscopale italienne, des institutions italiennes et par le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture (UNVFVT).

Pour en savoir plus : feriteinvisibili@caritasroma.it
www.caritasroma.it

SERVICES D'ORIENTATION ET D'ACCUEIL

Centre de jour pour les familles de réfugiés

Caritas Athènes, Grèce

Expérience innovante/Lacunes à combler

Le Centre de jour pour les familles de réfugiés est une installation qui fournit des services et ressemble à sa propre maison. Il est conçu pour que l'on se sente chez soi. Il s'agit d'un appartement avec toilette, douche, aire de repos, coin enfants, TV, cuisine et espace familial. Il fournit un espace sécurisé, calme et reposant où les familles peuvent se sentir accueillies et respectées. Dans un cadre relaxant et « accueillant », les migrants — en particulier les femmes — ont la possibilité de décider si et quand ils veulent exprimer leur traumatisme et leurs besoins au travailleur social, et cela, sans se sentir pressés par le temps ou par certaines procédures. Cet environnement familial permet aux femmes de parler librement de leurs problèmes, de demander des conseils et d'obtenir la bonne information pour réorganiser leur vie.

Plus-value : Le Centre est conçu comme un espace axé sur les besoins, et non sur les services. La « coexistence » quotidienne du personnel avec les bénéficiaires garantit un constant feed-back quant à la satisfaction et aux modifications des besoins de ces derniers.



Photo : Jindřich Štreit
Caritas Rép. Tchèque

Quelques données : De février à août 2016, le centre de jour a reçu 11 322 personnes, dont près de 80 % de femmes et d'enfants. 3 331 interventions psychosociales (concernant le logement, des questions juridiques ou scolaires ou d'un médecin, d'un psychologue, etc.) y ont été enregistrées.

Financement : Il est financé à 100 % par des fonds privés venant du Secours catholique.

Pour en savoir plus :
filippos.salimpas@caritasathens.gr
www.caritas.gr/en

SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS SAISONNIERS
Suivi et soutien aux migrants exploités
dans l'agriculture
Caritas Italie
Expérience innovante/Lacunes à combler

Le projet «Presidio» — en italien, le verbe «presidiare» signifie garder, surveiller — vise à protéger des travailleurs agricoles migrants en leur offrant une assistance médicale et juridique ainsi que des services d'orientation. Ce projet vient en aide pour tout problème en matière d'emploi. Dans 18 Caritas

diocésains (principalement dans le sud de l'Italie), des unités mobiles sont établies près des camps et coordonnées par un personnel bien formé sur les questions juridiques et administratives liées aux travailleurs migrants.

Plus-value : Le projet comble une lacune en matière de services dans les régions sélectionnées. Par son approche novatrice, il va au-delà de la fourniture de soins d'urgence et mise sur une approche donnant la priorité aux travailleurs. Il analyse et partage les histoires et les principaux problèmes rencontrés par les travailleurs migrants et, de la sorte, attire l'attention sur la précarité de leur situation.

Quelques données : Depuis 2014, le projet «Presidio» a touché plus de 4 000 travailleurs agricoles.

Financement : Cette initiative est financée à 100 % par des fonds privés, essentiellement par la Conférence épiscopale italienne.

Pour en savoir plus : immigrazione@caritas.it
www.caritas.it

EXPÉRIENCES VISANT À SURMONTER LES OBSTACLES SOCIOÉCONOMIQUES

et à faciliter l'accès aux ressources et la participation

« Notre première contrainte, c'est la situation économique et financière du Portugal, qui a fortement affaibli notre société et est la conséquence de l'intervention externe de la Commission européenne, du FMI et de la BCE. En outre, le montant défini par l'UE pour chaque réfugié n'est pas suffisant. Dans la mesure du possible, c'est la solidarité qui permet de dépasser cette seconde limitation grâce à l'implication des institutions de la PAR. Celle-ci stipule que les services essentiels à une intégration réussie, notamment le logement, la santé et l'éducation, ne devraient pas être refusés aux familles de réfugiés. Ce dynamisme prouve que la solidarité divise pour ensuite multiplier. »

Eugénio José da Cruz Fonseca. Président de Caritas Portugal.

UNE ENTREPRISE SOCIALE ET DES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

L'entrepreneuriat coopératif Caritas Pays-Bas (Cordaid)

Une expérience innovante

Le programme d'entrepreneuriat coopératif de Cordaid vise à créer de nouvelles coopératives sociales et à aider les personnes qui ne sont pas insérées sur le marché du travail à trouver un emploi. Cordaid fournit un soutien à l'entrepreneuriat, à l'organisation et sur le plan juridique et apporte le soutien de son vaste réseau à des personnes qui ont un esprit d'initiative, mais ne disposent pas des moyens pour démarrer leur propre entreprise. Ensemble, ils peuvent partager les coûts administratifs et liés à l'emplacement et ils peuvent renforcer mutuellement leurs activités. Les coopératives sociales revêtent de nombreuses formes : dans certains cas, elles fonctionnent en tant qu'entreprises communautaires au travers de jumelages avec des municipalités et d'autres initiatives sociales. Dans d'autres cas, il s'agit de coopératives commerciales flexibles fournissant des services et actives sur le marché. Quoi qu'il en soit, les autorités locales et les orga-

nisations de protection sociale sont impliquées. Ce programme inclut les migrants, tout comme d'autres catégories de personnes qui font face à des obstacles en matière d'accès au marché du travail.

Plus-value : Les migrants qui ne sont pas insérés sur le marché du travail trouvent ici une opportunité d'intégration économique et la coopération avec la communauté d'accueil leur permet aussi de développer des liens sociaux. En créant des espaces de rencontre et de coopération entre les différentes catégories de personnes vulnérables, le projet favorise la solidarité et l'entraide plutôt que la concurrence entre les bénéficiaires.

Quelques données : Depuis son lancement en 2013, le programme a permis de créer 25 coopératives sociales dans 15 municipalités, impliquant 200 nouveaux entrepreneurs (dont 40 % sont des migrants).

Financement : Le ministère des Affaires sociales des Pays-Bas fournit 25 % des fonds du programme. Le reste, 75 %, provient de donateurs privés et de dons.

Pour en savoir plus : kar@cordaid.org
www.ondernemenmeteenutkering.nl
www.cordaid.org/en/?cd_topic=cordaid-in-the-netherlands&noredirect=en_US

Pour en savoir plus : info@magdas-hotel.at
www.magdas-hotel.at
www.caritas.at

UNE ENTREPRISE SOCIALE ET DES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

Hôtel Magdas Caritas Vienne, en Autriche

Une expérience innovante

L'hôtel Magdas se traduit littéralement par «Aime cet hôtel» et est censé jouer le rôle de modèle de lutte contre la pauvreté en créant de nouveaux emplois pour les réfugiés. Il est géré par des réfugiés formés et par un personnel hôtelier expérimenté et il offre à ses clients du monde entier un «foyer» intelligent, urbain et multiculturel agrémenté d'une valeur ajoutée sociale. Il s'agit d'une entreprise sociale. Elle met en effet l'accent sur la maximisation des bénéfices sociétaux et de l'inclusion et non sur celle du profit. De la sorte, tous les bénéfices sont réinjectés dans la gestion de l'hôtel et dans la formation et l'appui aux réfugiés constituant le personnel. Ils peuvent également apporter une contribution à la communauté d'accueil et en particulier, au secteur du tourisme.

Plus-value : Les migrants ont l'occasion d'avoir un emploi et sont soutenus tout au long de leur parcours alors que, le cas échéant, ils auraient difficilement accès au marché de l'emploi. C'est sa valeur ajoutée. Elle contribue à leur intégration économique et les aide à surmonter ce qui aurait constitué des obstacles structurels autrement compliqués. L'interaction régulière et le contact des migrants membres du personnel avec un large éventail de personnes sont de nature à favoriser leur intégration culturelle et sociale.

Quelques données : L'hôtel est géré par 20 migrants de 16 pays différents et a suscité largement l'attention du public. Son caractère novateur a été récompensé. L'initiative est arrivée en finale du prix ESIC 2013³¹.

Financement : L'hôtel Magdas ne reçoit aucun financement. Magdas génère ses propres revenus et son chiffre d'affaires. Caritas Vienne a fourni un prêt qui a permis de démarrer cette entreprise sociale.

MISE EN RÉSEAU SUR LA MIGRATION ET LE DÉVELOPPEMENT

Une plate-forme de soutien aux réfugiés (PAR)

Caritas Portugal

Lacunes à combler

La PAR est un réseau d'organisations de la société civile qui vise à aider les migrants au moyen de plusieurs initiatives. En premier lieu, elle gère un projet d'hébergement qui cible les enfants migrants et leurs familles et bénéficie du soutien de la communauté et des institutions locales. Ensuite, pour garantir la sécurité et la dignité des réfugiés et des personnes déplacées, elle organise des collectes de fonds visant à financer des projets en Syrie, en Afghanistan, au Liban et en Jordanie. Troisièmement, elle inclut un programme de soutien à l'accueil des réfugiés arrivant en Grèce (Lesbos et Athènes). La PAR fournit également des cours d'apprentissage en ligne en appui à l'intégration des migrants au Portugal, ainsi que des cours de formation pour les bénévoles.

Plus-value : La principale valeur ajoutée de cette initiative repose sur l'approche pluripartite et transnationale de l'intégration et, par conséquent, sur la mise en réseau.

Quelques données : Les efforts déployés dans le cadre de cette campagne ont permis de récolter environ 226 000 euros. Autre aspect intéressant : 50 % des réfugiés réinstallés au Portugal l'ont été grâce aux institutions de la PAR.

Financement : Ce réseau est financé à 75 % par des fonds privés et à 25 % par un financement public.

Pour en savoir plus : caritas@caritas.pt
www.caritas.pt
www.refugiados.pt



Photo : Michael Mazohl
Caritas Autriche

APPUI EN MATIÈRE D'ORIENTATION
Une ligne d'assistance en vietnamien
et en mongole
Caritas République tchèque
Lacunes à combler

Cette ligne d'assistance est un service d'aide aux migrants vietnamiens et mongols vivant en République tchèque. Elle apporte des réponses, saisit les autorités compétentes et aide le personnel à satisfaire les besoins des migrants sur le plan administratif, en matière de santé et de services sociaux. La ligne d'assistance de ce projet aide les migrants à se sentir plus intégrés, notamment parce que les opérateurs du service d'assistance sont eux-mêmes des migrants, mieux établis. Ils fournissent une assistance téléphonique, par chat, e-mail et également via des applications en ligne. Ce service est offert gratuitement et garantit l'anonymat.

Plus-value : Le service d'assistance comble une lacune en servant de pont entre les nouveaux arrivants et les institutions publiques. Il favorise également l'autonomisation des migrants travaillant comme opérateurs, car ils peuvent jouer un rôle clé essentiel dans le parcours d'intégration des nouveaux arrivants.

Quelques données : Cinq opérateurs migrants sont employés à temps plein. En 2015, 259 contacts ont été enregistrés en langue mongole et 742 contacts l'ont été en vietnamien.

Financement : L'initiative est financée à 70 % par des fonds publics (via le ministère de l'Intérieur) et à raison de 30 % par le privé, par l'intermédiaire de donateurs de Caritas.

Pour en savoir plus : migrace@charita.cz
www.charita.cz
www.charita.cz/jak-pomabame/pomoc-cizincum-v-cr/infolinka/

PARTICIPATION SOCIALE
Le programme pour réfugiés à Lund
Caritas Lund, en Suède
Une expérience innovante

Ce projet vise à faciliter l'intégration des migrants dans la société suédoise. Il leur permet de se socialiser et de rencontrer des membres de la communauté d'accueil, d'apprendre et d'améliorer leur maîtrise du suédois, de prendre connaissance des opportunités d'emploi correspondant à leur expérience de vie et professionnelle et de se familiariser avec leur nouveau contexte socioculturel. En outre, des vêtements et des articles nécessaires sont récoltés pour les jeunes non accompagnés ou pour les familles nombreuses. Plusieurs étudiants sont impliqués dans le projet, qui coopère également de près avec l'Université de Lund, la bibliothèque publique et la municipalité.

Plus-value : En matière de valeur ajoutée, la participation des étudiants et les réseaux entre les institutions locales promus par ce projet permettent aux migrants d'obtenir un meilleur accès à des services, des initiatives et des liens sociaux si nécessaires pour garantir un parcours d'intégration adapté.

Quelques données : Entre novembre 2015 et juin 2016, environ 100 bénévoles ont participé à différentes activités, touchant ainsi environ 600 réfugiés.

Financement : Le projet est financé à 100 % par les autorités, mais est géré par Caritas Suède.

Pour en savoir plus : refugees.lund@gmail.com
www.caritas.se

LANGUE ET CONNAISSANCES GÉNÉRALES

Projet « Une Lituanie accueillante pour les migrants nouvellement arrivés »

Caritas Vilnius, en Lituanie

Lacunes à combler

Ce projet comprend un certain nombre de séminaires, de conférences, d'excursions et de cours intensifs destinés aux nouveaux arrivants, et visant à faciliter leur processus d'intégration dans le pays d'accueil. Outre les cours de lituanien, plusieurs autres activités sont mises en œuvre pour favoriser les interactions sociales des migrants avec leur communauté d'accueil et vice versa. Des informations, notamment sur la culture locale, l'histoire, la géographie, les lois, la politique, sont également fournies pour préparer les migrants aux attentes auxquelles ils seront confrontés en Lituanie. L'initiative offre une approche holistique de l'éducation, qui ne se limite pas simplement à des cours de langue, mais s'étend également à l'autonomisation des nouveaux arrivants dans plusieurs aspects de leur vie sociale et culturelle en Lituanie.

Plus-value : Grâce aux connaissances qu'ils ont acquises, de nombreux migrants sont en mesure de s'insérer facilement sur le marché de l'emploi, de tirer parti des réseaux sociaux mis en place et de s'immerger avec succès au sein de la communauté d'implantation.

Quelques données : Depuis son lancement, 175 migrants ont participé à ce projet.

Financement : Il est financé à 100 % par des fonds privés.

Pour en savoir plus : info@vilnius.caritas.lt
www.vilnius.caritas.lt

LES ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ET DE LOISIRS

Programme pour accélérer les progrès en matière d'intégration sociale et d'éducation des enfants — demandeurs d'asile et réfugiés

Caritas Sofia, en Bulgarie

Lacunes à combler

Ce projet offre un soutien à l'éducation et à la formation professionnelle des enfants et adultes migrants, vues comme un moyen pour favoriser leur inclusion sociale. Les nouveaux arrivants reçoivent une aide adaptée à leurs besoins spécifiques. En règle générale, parmi les outils offerts, ils participent à des classes en bulgare et en anglais et ont accès à une aide pour les devoirs, de même qu'à un accompagnement en matière d'emploi et à des stages. Ces initiatives sont menées dans un centre multiculturel géré par Caritas et dans une maison d'arrêt dans laquelle Caritas a l'autorisation d'entrer et de réaliser ses activités. Aux côtés de leurs pairs locaux, les enfants et les jeunes sont également impliqués dans les loisirs et activités sportives et culturelles, qui permettent des échanges positifs et de qualité et des réunions entre des personnes de cultures différentes partageant le même territoire. La pérennité du projet est liée à l'implication des bénévoles locaux et des migrants dans le fonctionnement de la majorité des activités de soutien. Son succès résulte essentiellement de cette combinaison.

Plus-value : Sa valeur ajoutée découle de l'approche axée sur le parrainage, qui rassemble les gens et leur permet de mieux se connaître. Le migrant est accompagné d'un bénévole de l'endroit au cinéma, lors des activités sportives et des rencontres avec des amis. Ainsi, au fil du temps, les attitudes des migrants et de la communauté d'accueil changent progressivement, ce qui favorise une compréhension mutuelle entre les cultures.

Quelques données : 250 migrants prennent part aux initiatives du centre multiculturel de Caritas alors que 80 autres réfugiés (30 adultes et 50 enfants) vivant dans le centre de détention sont également impliqués dans les activités promues par Caritas. Plus de 30 bénévoles y participent.

Financement : Le programme est financé à 100 % par le Catholic Relief Service et par Caritas Graz.

Pour en savoir plus : caritas@caritas.bg
www.caritas.bg

IV

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS



Photo : Jindřich Štreit
Caritas Rép. Tchèque

Lors de la Journée mondiale des migrants et des réfugiés, Sa Sainteté le pape François a exprimé avec force le besoin de changer la perception du migrant et de la définir sur base d'une dimension «humaine», et non «sur base du statut.»

«Les réfugiés et les personnes qui fuient leur patrie interpellent les individus et les collectivités, défiant leur mode de vie traditionnel et bouleversant parfois l'horizon culturel et social auquel ils sont confrontés. Toujours plus souvent, les victimes de la violence et de la pauvreté, abandonnant leurs terres d'origine, subissent l'outrage des trafiquants de personnes humaines au cours du voyage vers leur rêve d'un avenir meilleur. Si elles survivent aux abus et aux adversités, elles doivent ensuite se heurter à des réalités où se nichent suspicions et peurs. Très souvent, enfin, elles doivent faire face à l'absence de normes claires et pratiques pour réglementer leur accueil et pour prévoir des itinéraires d'intégration à court et à long terme, avec une attention aux droits et aux devoirs de tous.»³²

Il a ajouté :

«De fait, la présence des migrants et des réfugiés interpelle sérieusement les diverses sociétés qui les accueillent. Elles doivent faire face à des faits nouveaux qui peuvent se révéler délétères s'ils ne sont pas correctement motivés, gérés et régulés. Comment faire pour que l'intégration se transforme en un enrichissement réciproque, ouvre des parcours positifs aux communautés et prévienne le risque de la discrimination, du racisme, du nationalisme extrême ou de la xénophobie?»³³

«Dans cette perspective, il est important de considérer les migrants non seulement en fonction de la régularité ou de l'irrégularité de leur condition, mais surtout comme des personnes qui, une fois leur dignité assurée, peuvent contribuer au bien-être et au progrès de tous.»³⁴

Souvent, les migrants sont perçus comme une menace potentielle pour l'emploi et les autres ressources. En période de stagnation économique, ce discours trouve un terrain fertile et peut exacerber les tensions. Il est nécessaire de montrer que les migrants apportent une solide contribution à l'économie de chaque pays, notamment via leur participation active dans des systèmes nationaux de retraite souvent dépassés. En outre, il convient de préciser que les politiques d'inclusion sociale fournissent un soutien ciblé aux migrants, ainsi qu'à toutes les catégories de personnes vulnérables en Europe.

«Assimiler les migrants à un fardeau nie leur évidente contribution à l'économie nationale des pays d'accueil, au système de sécurité sociale et au déficit démographique. De plus en plus de preuves démontrent qu'outre l'enrichissement de la culture nationale par de nouvelles valeurs et perspectives, la contribution des migrants vient des impôts qu'ils paient, des nouvelles entreprises qu'ils lancent et de la gamme de services qu'ils fournissent. En guise d'exemple, en Italie, un nombre impressionnant de 497 000 entreprises ont été gérées par des citoyens étrangers en 2013. Et selon l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), les migrants ont occupé 70 % des nouveaux emplois enregistrés en Europe au cours





des dix dernières années. Loin d'être un obstacle, les nouveaux arrivants se révèlent donc être un facteur positif crucial pour l'économie et une présence créative pour la société.»³⁵

«Les pays de destination (dans lesquels les migrants viennent chercher un emploi) bénéficient considérablement de la présence de ces derniers. Les travailleurs migrants apportent une disponibilité supplémentaire de qualifications qui favorise la croissance du produit intérieur brut (PIB), stimule le développement économique et la création d'emplois, accroît la performance des mécanismes nationaux de sécurité sociale et facilite l'innovation.»³⁶

La lutte contre les stéréotypes et l'appui à l'intégration requièrent la conception de politiques spécifiques qui tiennent compte de l'ensemble d'éléments couverts par le mot «intégration». Comme le souligne le rapport 2015 de l'OCDE sur la migration, une approche holistique de la question est primordiale. «L'intégration effective des migrants n'est pas seulement un processus qui intervient dans l'économie et sur le marché du travail. Elle comporte aussi des dimensions sociales et éducatives, voire spatiales qui ne s'excluent néanmoins pas les unes des autres : les désavantages et la non-intégration dans une dimension risquent d'avoir de multiples répercussions. La concentration d'immigrés dans des zones géographiquement défavorisées, par exemple, peut nuire à leur intégration effective dans le système éducatif et, ultérieurement, sur le marché du travail.»³⁷

Ignorer l'étendue des politiques de soutien à l'intégration des migrants nuit à la réalisation des avantages potentiels que la migration peut apporter à une société européenne vieillissante. Caritas exhorte les États européens à promouvoir des sociétés ouvertes, diverses et accueillantes reposant sur la protection des droits fondamentaux et la dignité humaine. Les populations de migrants et de réfugiés ne sont pas homogènes. Au contraire, elles sont plurielles, mobiles et dynamiques. Il est impératif que les États européens commencent à prendre en compte la situation spécifique des femmes et des filles dans toutes leurs politiques, en particulier dans les politiques migratoires, d'asile et d'intégration. De fait, ces politiques — y compris les politiques sociales et du marché de l'emploi — influencent de manière évidente les chances de réussite et d'autosuffisance des femmes.

Comme l'a indiqué récemment le Rapport spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme des migrants, les leaders européens doivent «afficher un leadership moral et politique. Ils doivent combattre de manière plus vigoureuse le racisme, la xénophobie et les crimes motivés par la haine et renforcer la culture des droits de l'homme, qui façonne aujourd'hui l'évolution de toutes les traditions. De même, il convient de renforcer la libre circulation des personnes dans toute l'Europe tout en développant des solutions réglementées de mobilité le long des frontières extérieures et en célébrant la diversité de cultures et de religions, source d'enrichissement de tous, des citoyens comme des étrangers.»³⁸ Dans cette perspective, la section suivante présente des recommandations formulées par Caritas aux États européens.

Photo: Jindřich Štreit
Caritas Rép. Tchèque

Recommandations de Caritas aux États européens

CARITAS DEMANDE AUX ÉTATS EUROPÉENS DE :

— **Mettre en œuvre des stratégies nationales d'intégration visant, en collaboration avec les principaux acteurs et parties prenantes, à générer un climat accueillant au sein des sociétés d'arrivée.** Il est primordial de développer de nouvelles politiques globales et de renforcer celles qui existent déjà. Elles doivent dépasser le concept limité d'« accès socioéconomique » et aller à l'encontre de toute forme de discrimination, de marginalisation et de tout message contre les migrants venant de médias et de politiciens populistes. Les États européens devraient concevoir des politiques spécifiques visant à faciliter la création d'espaces publics de réunion afin de promouvoir la compréhension mutuelle entre les migrants les communautés d'accueil et de mieux mettre en évidence la contribution de ces derniers dans la société.

— **Trouver des solutions répondant à la concurrence pour les ressources économiques afin de ne pas limiter les lignes budgétaires à un groupe de population plutôt qu'à un autre (migrants versus résidents pauvres).** Les États européens doivent travailler pour rééquilibrer leurs contributions envers les migrants et les communautés d'accueil, favoriser le dialogue et la compréhension interculturelle et interreligieuse. Il est essentiel de ne pas rejeter le vécu des personnes. De fait, cela tend à alimenter la xénophobie. Les gouvernements doivent plutôt promouvoir des espaces de dialogue et d'échange.

— **Garantir l'accès à des services de santé de bonne qualité, disponibles et abordables à tous et toutes, quel que soit le statut juridique de la personne ou son pays d'origine.** Les migrants devraient généralement recevoir de l'aide pour comprendre les systèmes et services de santé du pays d'accueil. Les services de soins de santé devraient être de bonne qualité, disponibles et abordables tant pour les migrants que pour les résidents. L'accès aux soins de santé devrait également inclure le soutien à la santé mentale, particulièrement pertinent pour les migrants ayant traversé des situations traumatisantes. Lorsque c'est nécessaire, les États européens devraient fournir des services de soins de santé spécifiques aux femmes, en particulier, aux femmes enceintes, à celles qui ont subi des violences sexuelles et aux victimes de la traite. Les États européens devraient garantir l'accès des enfants et des personnes handicapées aux soins de santé.

— **Garantir des politiques de logement efficaces pour les migrants.** Les États européens devraient élaborer et mener des politiques efficaces de lutte contre la discrimination en matière de logement. La création de « ghettos » devrait être évitée au profit de solutions de logement plus intégrées et inclusives. Celles-ci devraient chercher à développer des relations de moyen à long terme avec le voisinage et la communauté d'accueil locale et à fournir des logements de qualité et à un coût abordable. Les logements sociaux peuvent aussi remédier à la ségrégation spatiale, sociale et ethnique. Les États européens devraient garantir l'accès à des conditions de vie et à un logement adéquat et abordable en tant que droit fondamental de tout être humain (indépendamment de sa résidence et de son statut juridique).

— **Garantir l'accès des migrants à l'éducation.** Les États européens devraient veiller à l'accès de chaque enfant à une éducation de qualité, quels que soient son statut juridique et son origine ethnique. Dans un processus d'intégration bilatérale enrichissant pour les nouveaux arrivants et les résidents, l'éducation peut être réciproque et à double sens : les États sont responsables de l'éducation des migrants et de la sensibilisation des communautés d'accueil à la richesse multicul-

turelle. En outre, les États européens devraient se concentrer sur une éducation de bonne qualité dès la petite enfance, qui est le meilleur moyen d'intégrer des enfants issus de l'immigration.

— **Renforcer des politiques spécifiques visant à soutenir les femmes.** Les États européens devraient garantir une égalité de chances en faveur de l'intégration des femmes migrantes dans la société et sur le marché du travail. Les femmes et les filles devraient bénéficier en toute égalité du droit d'asile et il faudrait également s'assurer que les familles ne sont pas séparées. Il convient de mener des politiques ciblées plus efficaces assurant la protection des femmes et des filles contre la traite, les activités sexuelles de survie, les mariages forcés et d'autres formes de violence. Les États européens devraient ratifier et mettre en œuvre la Convention d'Istanbul et la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, y compris la violence familiale.

— **Renforcer des politiques spécifiques visant à soutenir les enfants.** Les enfants devraient pouvoir recevoir une aide, avoir accès à un endroit sécurisé, à une assistance médicale et à des possibilités d'apprentissage. Il conviendrait de renforcer les systèmes de tutelle et la « protection de l'enfant » devrait faire partie intégrante de la législation. Indépendamment de leur voie de migration ou nationalité, les enfants devraient bénéficier du droit à une audition complète lors de la décision quant à leur statut et intérêt supérieur. Ils devraient jouir d'un accès à des services essentiels et d'un soutien sur un pied d'égalité, y compris en matière de protection, de soins de santé et d'éducation. Les États européens devraient accélérer les processus de réunification familiale et élargir leur définition de la « famille » afin que les enfants puissent être réunis avec leur famille élargie et lorsque c'est dans leur intérêt supérieur. Les enfants sans papiers ne devraient pas être gardés dans des conditions de type carcéral prévues pour des adultes. Les États européens devraient rechercher d'urgence des alternatives communautaires à la détention ou aux centres fermés, qui ressemblent à des lieux de détention.

— **S'assurer que les droits humains et que la dignité humaine des migrants sans papiers (tels que l'accès aux services de base, au logement, aux soins de santé, etc.), soient protégés.** Les États européens devraient également promouvoir des politiques migratoires et d'emploi plus inclusives afin de multiplier les circuits adéquats de migration de main-d'œuvre régulière, de répondre à des besoins réels et identifiables sur le marché du travail et d'offrir plus de possibilités de régularisation des sans-papiers déjà présents sur leur territoire. Ils doivent redéfinir la migration individuelle par le biais de mesures civiles ou administratives, en lieu et place des sanctions pénales.

— **Outiller les migrants et les communautés d'accueil pour qu'ils contribuent activement à la société, notamment en soutenant leur pleine participation, leur autonomisation et inclusion sociale.** Les États européens devraient faire davantage pour créer des possibilités d'emploi pour les personnes dotées de compétences et d'aptitudes diverses. En plus de la sécurité financière, l'emploi permet aux migrants d'être et de se sentir plus intégrés, de participer activement et d'être mieux reliés à la communauté d'accueil. Il faudrait un meilleur appui à l'amélioration des compétences professionnelles, de manière à ce qu'ils puissent s'insérer sur le marché du travail et obtenir un emploi. Des formations et des stages adaptés, des initiatives d'orientation et de médiation professionnelle et des start-up sociales y contribueraient.

Note finale

1. Nations Unies, «Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales», première révision, série M, n° 58, 1998.
2. Caritas Europa, «L'intégration, un processus qui nous concerne tous. Plaidoyer pour l'intégration des migrants et des réfugiés», Bruxelles. Les enfants de migrants nés dans le pays d'immigration sont communément appelés les enfants issus de l'immigration. Dans certains cas, ils peuvent requérir des mesures spécifiques d'intégration liée à leur contexte migratoire ou à celui de leurs parents et à leur réalité quotidienne au sein de la société. En conséquence, le présent document s'applique également à ces derniers.
3. Le terme «intégration» revêt différentes significations en fonction du pays et du contexte. Dans cette publication, Caritas Europa l'utilise comme synonyme de l'inclusion sociale et la définit comme un processus dynamique et multidirectionnel par le biais duquel les migrants, les gouvernements, les institutions et les communautés d'accueil travaillent délibérément ensemble pour assurer plus de cohésion au sein de la société. La responsabilité de l'intégration repose sur de nombreux acteurs, et non sur un seul groupe spécifique. Pour de plus amples explications sur ce terme, nous vous suggérons de lire le chapitre II intitulé «Un appel à comprendre la vision de Caritas pour une Europe inclusive.»
4. UNHCR Report – A new beginning: Refugees' Integration in Europe. 2013.
5. Conseil de l'Europe, Direction des affaires économiques et sociales, «Mesures et indicateurs d'intégration», www.coe.int/t/dg3/migration/archives/documentation/Series_Community_Relations/Masurement_indicators_integration_en.pdf.
6. Caritas Europa demande aux décideurs politiques de «cesser d'utiliser les termes illégal/illégalité concernant toute personne sans papier et/ou en situation irrégulière. Ces références aux migrants ne sont pas valables ni acceptables». Cf. Caritas Europa 2015, «Migrants and Refugees have rights! Impact of EU Policies on accessing protection.», www.caritas.eu/sites/default/files/160317_migration_report_migrants_have_rights.pdf
7. «Le déplacement d'enfants seuls vers des endroits éloignés à la recherche de travail ou pour fuir le conflit n'est pas un phénomène nouveau. Toutefois, le nombre d'enfants migrants seuls et les menaces complexes auxquelles ils sont confrontés se multiplient. Caritas s'inquiète pour eux. Dans de nombreux cas, ils courent de grands dangers face à d'intenses pressions psychologiques pour réussir et de s'occuper de leurs familles au retour. Les enfants migrants doivent se frayer un chemin tout seul dans un pays, une langue, et une culture inconnus. Dans la plupart des cas, ils ne connaissent pas leurs droits, ni les risques d'enlèvement et de mauvais traitements auxquels ils font face. Ils peuvent être exploités, sous-payés, et sous-alimentés, et ont rarement l'occasion d'aller à l'école ou de jouer. Des gangs criminels organisés peuvent menacer de s'en prendre à leur vie, et à celle de leur famille.» Site Web de Caritas Internationalis, www.caritas.org/fr/notre-action/migration/child-migration/
8. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), SOS Enfants : Danger Every Step of the Way, 15.06.2016, décrit les pénibles parcours de dizaines de milliers d'enfants qui ont l'espoir de trouver la sécurité ou une vie meilleure en Europe. Fuyant souvent une terrible violence, une pauvreté abjecte, la sécheresse, les mariages précoces forcés ou le manque de perspectives et d'espoir, beaucoup connaissent des traumatismes et sont exploités en chemin. Beaucoup meurent en se rendant en Europe.
9. Caritas a contribué à l'élaboration des principes internationaux sur les enfants migrants et autres enfants touchés par la migration (par exemple, ceux qui ont été abandonnés par un parent). Une introduction à ces principes est disponible sur : www.caritas.org/2016/09/principles-minor-migrants/ et le texte complet est accessible sur ce lien : www.principlesfor-com.jimdo.com/
10. Caritas Finlande, Cares Report 2015, www.caritas.eu/sites/default/files/2015_caritas_cares_country_report_fi.pdf
11. Cf. Migrant Integration Policy Index (MIXEP) 2015, www.mipex.eu/education/
12. Si, par contre, ils ont moins de 16 ans, ils peuvent accéder au programme scolaire régulier et bénéficient d'un soutien supplémentaire.
13. Le Conseil de l'Europe (CdE) a prévenu lors de son Assemblée parlementaire de mars 2014 que «même s'il est vrai que les réfugiés disposent généralement d'un droit au travail en Europe, la plupart des pays connaissent néanmoins un écart significatif entre réfugiés et nationaux pour ce qui concerne l'accès à l'emploi». Cf. Caritas Cares European Report 2016, www.caritas.eu/sites/default/files/caritas_europa_cares_report2016_-_end_poverty_in_europe.pdf
14. Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions — Plan d'action sur l'intégration des ressortissants de pays tiers, ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/proposal-implementation-package/docs/20160607/communication_action_plan_integration_third-country_nationals_en.pdf.
15. Selon Eurostat, tous les groupes de population présentent des écarts significatifs entre hommes et femmes: les nationaux, tous citoyens étrangers, y compris les ressortissants ou non-ressortissants de l'UE. Le taux d'emploi des femmes était sensiblement inférieur à celui des hommes. Le plus grand écart est observé au niveau des citoyens non ressortissants de l'UE, où celui des hommes était supérieur de 20 points de pourcentage au taux correspondant aux femmes. Au niveau national, les plus grandes différences de taux d'emploi entre les hommes et les femmes non ressortissants de l'UE ont été observées en Slovaquie (hommes : 86,4 %, femmes : 47 %), Malte (hommes : 80,8 %, femmes : 47,1 %) et Luxembourg (hommes : 74,2 %, femmes : 41,5 Chypre est le seul État membre

de l'UE où le taux d'emploi des femmes non ressortissantes de l'UE était plus élevé que celui des hommes [75,6 % contre 73,9 %]. Source : Eurostat, ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Migrant_integration_statistics_%E2%80%93_labor_market_indicators.

16. «La participation est la clé de voûte de l'intégration — elles sont inséparables. Il ne peut y avoir d'intégration sans participation ni de participation en l'absence de processus d'intégration. Les gouvernements, les leaders d'opinion et de la société civile en général doivent élaborer une stratégie qui facilite la participation et rend l'environnement économique, social, culturel et physique accessible et accueillant pour les migrants ». Caritas Europa, «L'intégration, un processus qui nous concerne tous. Plaidoyer pour l'intégration des migrants et des réfugiés», Bruxelles.

17. Cf. Cette conception d'une Europe inclusive est légèrement adaptée par rapport à celle décrite dans le Cadre stratégique de Caritas Europa 2020.

18. «L'égalité exige que tous les membres de la société bénéficient d'un traitement équitable, et plus particulièrement ceux qui sont en risque d'exclusion. Un migrant doit donc être traité comme n'importe quel autre membre de la société. Mais garantir des chances égales pour tous exige des mesures spéciales, par exemple pour l'accès aux droits et aux services, à l'information, l'orientation et la formation.» Caritas Europa, «L'intégration, un processus qui nous concerne tous. Plaidoyer pour l'intégration des migrants et des réfugiés», Bruxelles.

19. Cf. «Discours du pape François au Conseil de l'Europe», novembre 2014.

20. Cf. «Discours du pape François au Parlement européen», novembre 2014.

21. Cf. Newland, Kathleen; Tanaka, Hiroyuki; Barker, Laura, «Bridging Divides—The Role of Ethnic Community-Based Organizations in Refugee Integration», Migration Policy Institute and International Rescue Committee, Washington D.C., 2007

22. Cf. «Discours de Sa Sainteté le pape François aux membres du corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège pour le traditionnel échange de vœux du Nouvel An», janvier ici 2016.

23. Caritas Europa, «L'intégration, un processus qui nous concerne tous. Plaidoyer pour l'intégration des Migrants et des Réfugiés». Bruxelles.

24. Cf. Penninx, Rinus, «Integration: The Role of Communities, Institutions, and the State», Washington D.C. : Migration Policy Institute, [consulté le 13 avril 2007], 2003, www.migrationinformation.org/Feature/display.cfm?ID=168. [Traduction libre]

25. Cf. BENOÎT XVI, Caritas in Veritate, 7; deuxième Concile œcuménique du Vatican, Constitution pastorale sur l'église dans le monde de ce temps. Gaudium et Spes, 26.

26. Cf. «Discours du Pape François au Parlement européen», novembre 2014.

27. Caritas se réjouit que la Commission ait mis l'accent sur l'intégration. Toutefois, il serait préférable que les gouvernements n'utilisent pas l'expression «pays tiers», qui a une connotation de classement et évoque une infériorité des migrants non européens.

28. «Plan d'action sur l'intégration des ressortissants de pays tiers» de la Commission européenne, Communication du 7 avril 2016, ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/proposal-implementation-package/docs/20160607/communication_action_plan_integration_third-country_nationals_en.pdf. [Traduction libre]

29. Cf. Pfohman, Shannon; Lynch, Catherine, «Hidden Talents, Wasted Talents? The real cost of neglecting the positive contribution of migrants and ethnic minorities», 2013

30. Conseil de l'Europe, Direction des affaires économiques et sociales, «Mesures et

indicateurs d'intégration», www.coe.int/t/dg3/migration/archives/documentation/Series_Community_Relations/Measurement_indicators_integration_fr.pdf

31. Chaque année, dans le cadre du Concours européen de l'innovation sociale, la Commission européenne récompense les initiatives sociales les plus innovantes en Europe.

32. Message de Sa Sainteté le pape François à l'occasion de la Journée mondiale des migrants et des réfugiés, janvier 2016, w2.vatican.va/content/francesco/fr/messages/migration/documents/papa-francesco_20150912_world-migrants-day-2016.html

33. Ibid.

34. Ibid.

35. Déclaration de Son Excellence Mgr Silvano M. Tomasi, Observateur permanent du Saint-Siège auprès des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève, 29e session du Dialogue interactif du Conseil des droits de l'homme avec le Rapporteur spécial sur les migrants, juin 2015, stjoerayne.org/2015/06/16/holy-see-international-community-must-work-better-on-migration/. [Traduction libre]

36. Cf. «Migration, droits de l'homme et gouvernance. Guide pratique à l'usage des parlementaires, N° 24», 2014. www.ipu.org/PDF/publications/migration-fr.pdf

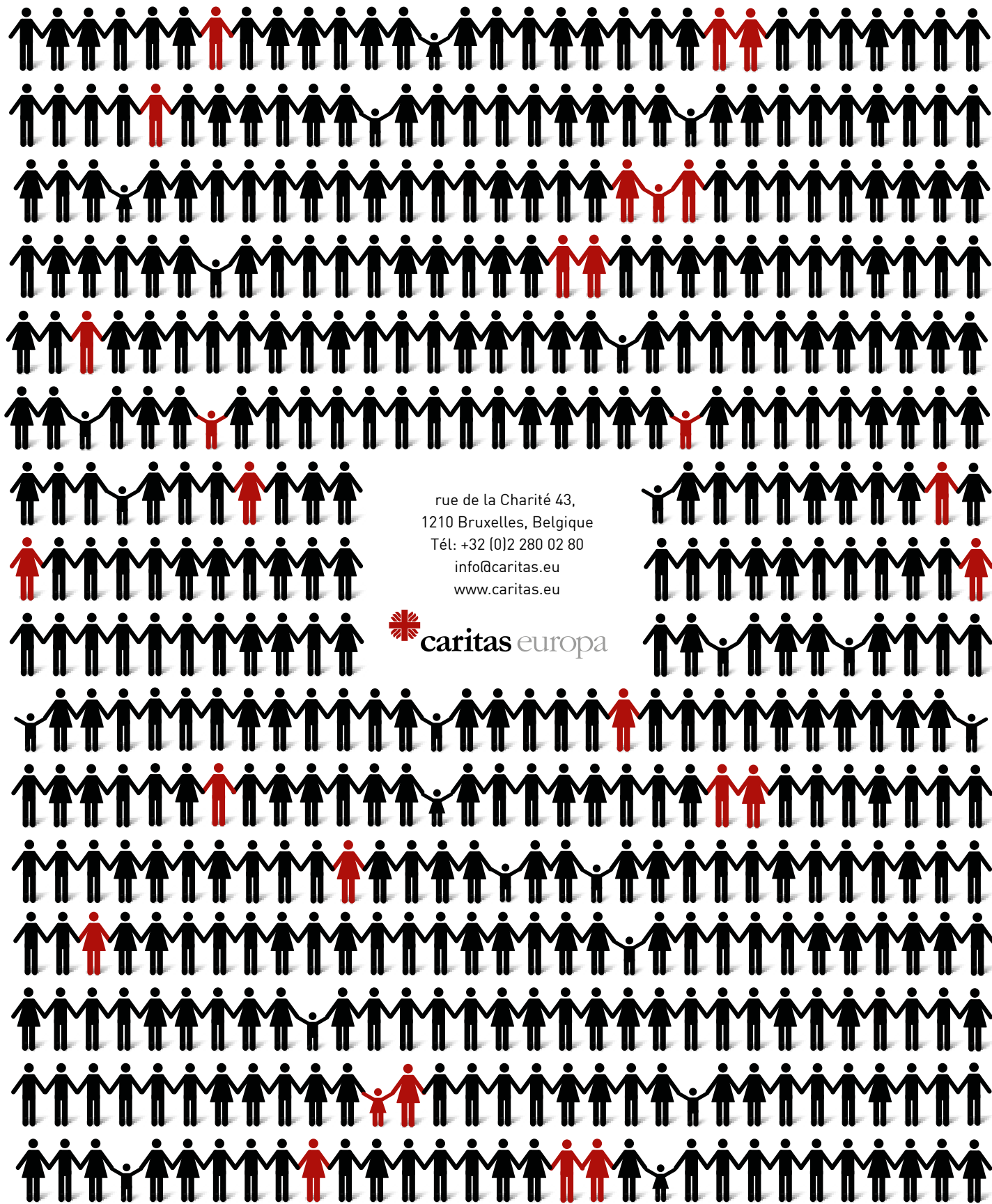
37. Rapport de l'OCDE — les indicateurs de l'intégration des immigrants 2015.

38. François Crépeau, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), août 2015. www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16344. [Traduction libre]

“
*L'identité européenne est, et a toujours été,
une identité dynamique et multiculturelle.*”

Pape François, 6 mai 2016





rue de la Charité 43,
1210 Bruxelles, Belgique
Tél: +32 (0)2 280 02 80
info@caritas.eu
www.caritas.eu

